

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



GIE RÉSEAU DES
CERC
— FILIÈRE CONSTRUCTION —
Mesurer. Anticiper.

Avril 2025

1 Bâtiment

Construction neuve
Entretien-amélioration des logements
Emploi dans le bâtiment
Indices



p. 6

2 Travaux Publics

Opinion des chefs d'entreprise
Emploi dans les Travaux Publics
Indices



p. 19

3 Matériaux

Vue d'ensemble
Béton prêt à l'emploi
Granulats
Emploi dans l'industrie des matériaux



p. 24

4 Ensemble de l'appareil de production

Emploi salarié
Demande d'emploi
Créations d'entreprises
Défaillances d'entreprises



p. 27

Quelques indicateurs clés sur une période d'un an

Bâtiment			
Logements autorisés			
Situation à fin février 2025 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-10,7%	▼	331 000 lgts
Logements mis en chantier			
Situation à fin février 2025 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-0,3%	=	293 000 lgts
Mises en vente de logements aux particuliers (indiv. + coll.) *			
Sur 1 an à la fin du 4° trimestre 2024 (évol 1 an)	-28,9%	▼	59 253 lgts
Réservations de logements par des particuliers (indiv. + coll.) *			
Sur 1 an à la fin du 4° trimestre 2024 (évol 1 an)	-5,5%	▼	67 805 lgts
Réservations de logements par les investisseurs institutionnels (ventes en bloc) *			
Sur 1 an à la fin du 4° trimestre 2024 (évol 1 an)	+0,2%	=	52 440 lgts
Surface de locaux autorisés			
Situation à fin février 2025 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte	+1,7%	▲	37 983 mill. m²
Surface de locaux mis en chantier			
Situation à fin février 2025 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte	-10,6%	▼	19 902 mill. m²
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers			
A fin février 2025 (évol 1 an) - en milliards d'euros	-1,7%	▼	138,6 milliards €

Travaux Publics			
Travaux Publics réalisés * (1)			
Sur 12 mois à fin février 2025 - évolution 1 an à prix constants	+2,7%	▲	
Marchés Travaux Publics conclus * (1)			
Sur 12 mois à fin février 2025 - évolution 1 an à prix constants	-10,9%	▼	
Carnets de commandes des Travaux Publics *			
Au cours du 4° trimestre 2024 - solde d'opinion non cvs, évol. par rapport à moyenne de longue période		=	

Matériaux			
Production BPE *			
Sur 12 mois à fin novembre 2024 (évol 1 an) - en m3	-10,2%	▼	33 496 251 m3
Production Granulats *			
Sur 12 mois à fin novembre 2024 (évol 1 an) - en milliers de tonnes	-4,1%	▼	276 403 kt

* Données disponibles pour la France métropolitaine ; les évolutions de la production de BPE et Granulats sont exprimées en CJO (corrigée des jours ouvrés). La production de granulats ne comprend pas les granulats de recyclage.

(1) Les données de février 2025 sont provisoires

Les tendances les plus récentes... sur trois mois

Bâtiment			
Logements mis en chantier Sur 3 mois à fin février 2025 (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	+17,2%	▲	87 800 lgts
Prix des logements collectifs neufs * Au 4° trimestre 2024 (évol 1 an) - en €/m ²	-0,6%	=	4 756 €/m²
Surface de locaux mis en chantier Sur 3 mois à fin février 2025 (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-1,6%	▼	5 066 mill. m²
Activité entretien-rénovation Au 4° trimestre 2024 - évolution 1 an de l'activité en volume	-0,2%	▼	
Intérimaires Bâtiment Au 4° trimestre 2024 (évol 1 an)	-9,4%	▼	91 684 ETP
Travaux Publics			
Travaux Publics réalisés * (1) Sur 3 mois à fin février 2025 - évolution 1 an à prix constants	+0,4%	=	
Marchés Travaux Publics conclus * (1) Sur 3 mois à fin février 2025 - évolution 1 an à prix constants	-22,0%	▼	
Activité récente Travaux Publics * Au cours du 4° trimestre 2024 - solde d'opinion non cvs, évol. par rapport à moyenne de longue période		▲	9
Matériaux			
Production BPE * Sur 3 mois à fin novembre 2024 (évol 1 an) - en m3	-8,1%	▼	8 766 753 m3
Production Granulats * Sur 3 mois à fin novembre 2024 (évol 1 an) - en milliers de tonnes	-0,1%	=	74 580 kt
Ensemble de l'appareil de production			
Emplois salariés dans la construction A la fin du 4° trimestre 2024 (évol 1 an)	-1,8%	▼	1 610 562 sal.
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics Au 4° trimestre 2024	+1,8%	▲	216 205 DEFM

* Données disponibles pour la France métropolitaine ; les évolutions de la production de BPE et Granulats sont exprimées en CJO (corrigée des jours ouvrés). La production de granulats ne comprend pas les granulats de recyclage

(1) Les données de février 2025 sont provisoires

Les perspectives...

Bâtiment			
Logements autorisés Sur 3 mois à fin février 2025 (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-3,0%	▼	82 300 lgts
Mises en vente de logements aux particuliers (indiv. + coll.) * Au 4° trimestre 2024 (évol 1 an)	-7,5%	▼	14 419 lgts
Réservations de logements par des particuliers (indiv. + coll.) * Au 4° trimestre 2024 (évol 1 an)	+6,8%	▲	17 633 lgts
Réservations de logements par les investisseurs institutionnels (ventes en bloc) * Au 4° trimestre 2024 (évol 1 an)	-20,9%	▼	20 143 lgts
Encours de logements (indiv. + coll.) * A la fin du 4° trimestre 2024 (évol 1 an)	-11,3%	▼	116 630 lgts
Surface de locaux autorisés Sur 3 mois à fin février 2025 (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	+12,4%	▲	9 628 mill. m²
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers Sur 3 mois à fin février 2025 (évol 1 an) - en milliards d'euros	+33,1%	▲	38,6 milliards €
Travaux Publics			
Prévisions d'activité Travaux Publics * Pour le 1° trimestre 2025 - solde d'opinion non cvs, évol. par rapport à moyenne de longue période		▼	-31

* Données disponibles pour la France métropolitaine

Bâtiment



► Les tendances des trois derniers mois par segment

Les mises en chantier de logements (date réelle estimée)	Situation à fin février 2025 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total logements commencés	87 800 lgts	+17,2%	▲
Logements individuels	28 800 lgts	+1,7%	▲
Dont individuels purs	17 100 lgts	-9,2%	▼
Dont individuels groupés	11 700 lgts	+23,4%	▲
Logements collectifs	59 000 lgts	+26,6%	▲
Dont collectifs	46 000 lgts	+22,3%	▲
Dont résidences	12 900 lgts	+44,7%	▲

Les autorisations de construire de logements (date réelle estimée)	Situation à fin février 2025 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total logements autorisés	82 300 lgts	-3,0%	▼
Logements individuels	30 800 lgts	-0,1%	=
Dont individuels purs	19 400 lgts	-2,6%	▼
Dont individuels groupés	11 300 lgts	+4,6%	▲
Logements collectifs	51 500 lgts	-4,7%	▼
Dont collectifs	40 100 lgts	-5,6%	▼
Dont résidences	11 400 lgts	-1,6%	▼

+17,2% ▲

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2025)

87 800 lgts

Source : SDES, Sit@del2, estimations à fin février 2025

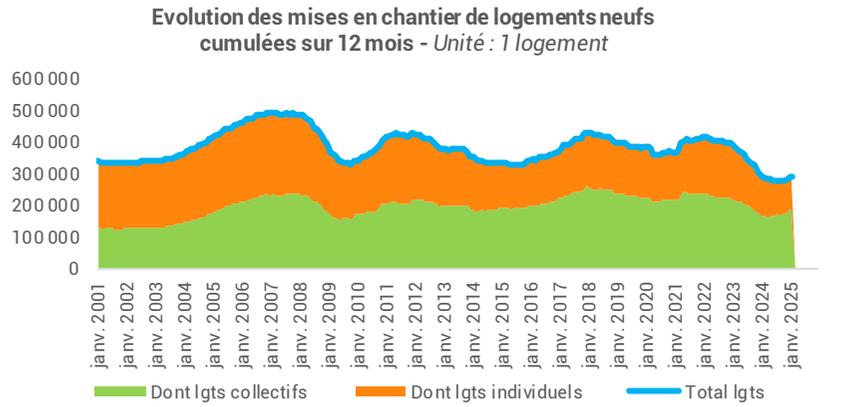
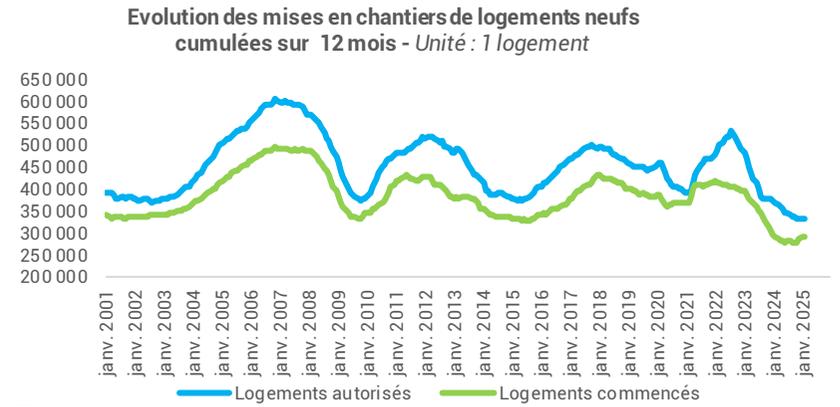
► Les tendances des douze derniers mois par segment

Les mises en chantier de logements (date réelle estimée)	Situation à fin février 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total logements commencés	293 000 lgts	-0,3%	=
Logements individuels	106 800 lgts	-14,5%	▼
Dont individuels purs	68 100 lgts	-24,7%	▼
Dont individuels groupés	38 800 lgts	+11,9%	▲
Logements collectifs	186 200 lgts	+10,3%	▲
Dont collectifs	149 300 lgts	+9,5%	▲
Dont résidences	36 800 lgts	+13,8%	▲

Les autorisations de construire de logements (date réelle estimée)	Situation à fin février 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total logements autorisés	331 000 lgts	-10,7%	▼
Logements individuels	118 200 lgts	-12,0%	▼
Dont individuels purs	74 900 lgts	-16,7%	▼
Dont individuels groupés	43 300 lgts	-2,5%	▼
Logements collectifs	212 900 lgts	-10,0%	▼
Dont collectifs	164 700 lgts	-13,3%	▼
Dont résidences	48 200 lgts	+3,8%	▲

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

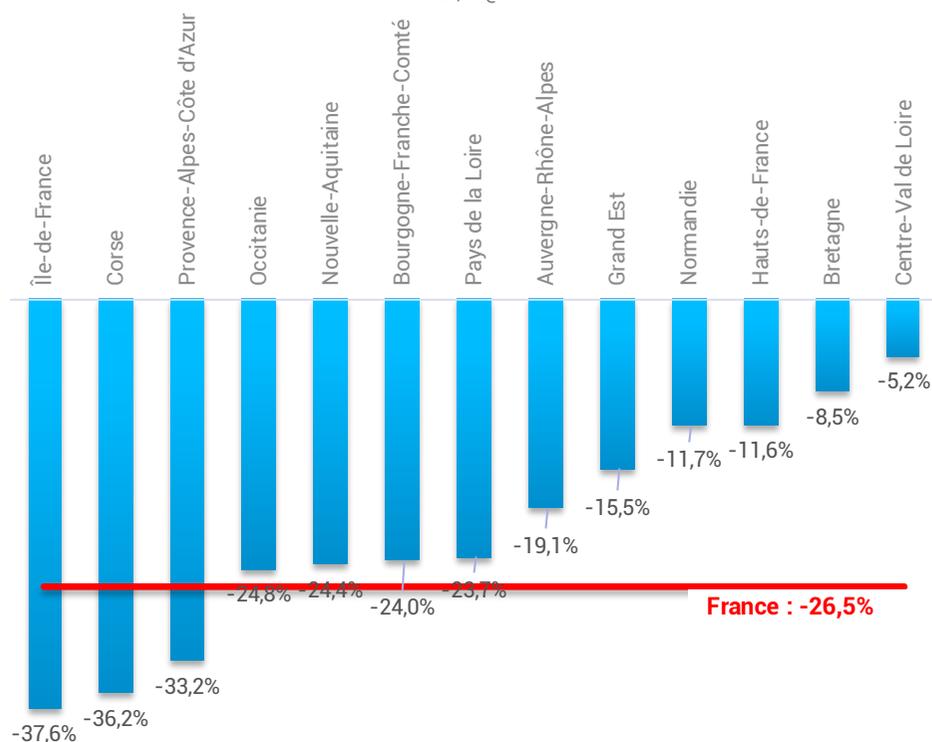
► L'activité sur long terme



► L'écart entre l'activité actuelle et celle avant le début de la crise sanitaire

Mises en chantier de logements en date réelle estimée (DRE)
Evolution du cumul 12 mois à fin février 2025
par rapport aux mises en chantier de 2019

Unité : % d'évolution - Source : SDES, Sit@adel2 en date réelle estimée

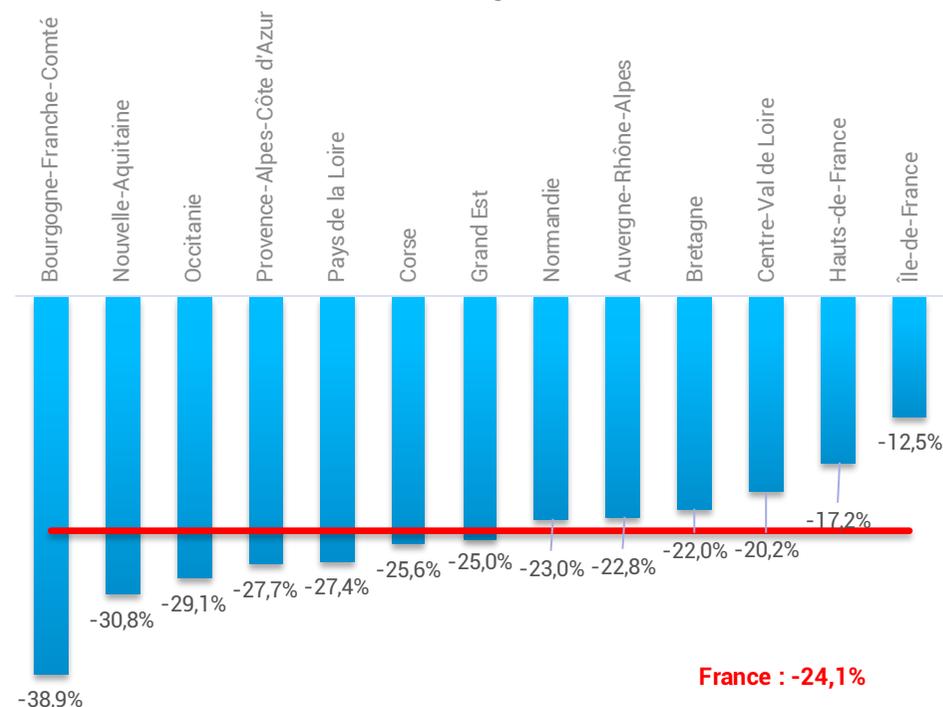


Ce graphique fait apparaître, pour chaque région, l'écart entre le nombre de logements commencés au cours des 12 derniers mois et le nombre de logements commencés en 2019.

► L'écart entre l'activité actuelle et la moyenne de longue période

Mises en chantier de logements en date réelle estimée (DRE)
Evolution du cumul 12 mois à fin février 2025
par rapport à la moyenne depuis décembre 2000

Unité : % d'évolution - Source : SDES, Sit@adel2 en date réelle estimée



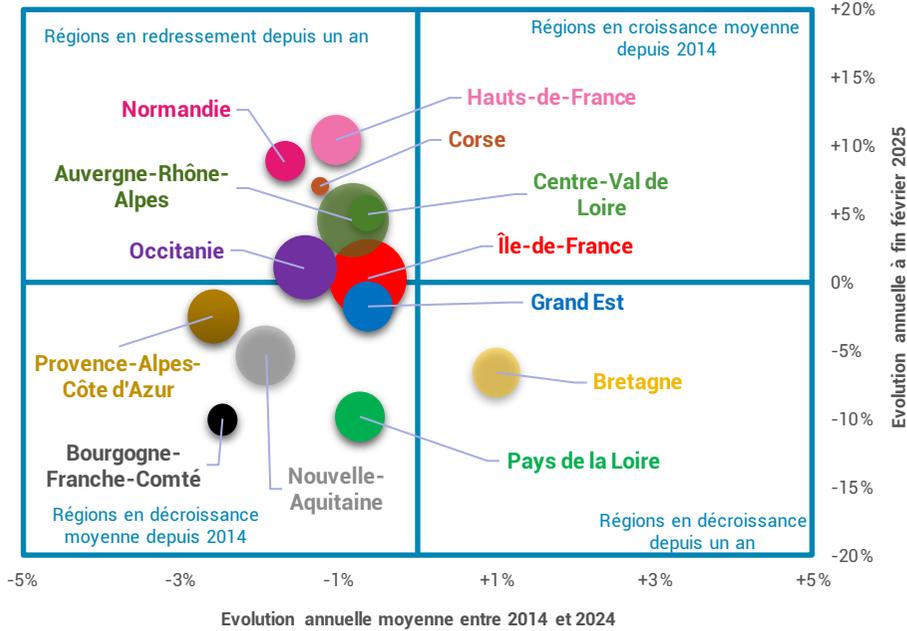
Ce graphique fait apparaître, pour chaque région, l'écart entre le nombre de logements commencés au cours des 12 derniers mois et le nombre moyen de logements commencés sur 12 mois depuis décembre 2000.

► Les ruptures de tendances territoriales

Ruptures de tendances des mises en chantier de logements

Unité : % d'évolution - Source : SDES, Sit@adel2 en date réelle estimée

Taille des bulles proportionnelle au nombre de logements commencés depuis un an



► Les tendances des ventes de logement aux particuliers sur les trois derniers mois

La commercialisation de logements neufs - particuliers	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an								
	Individuels & Collectifs			Collectifs			Individuels Groupés		
Mises en vente ⁽¹⁾	14 419 lgts	-7,5%	▼	13 658 lgts	-4,9%	▼	761 lgts	-37,6%	▼
Réservations ⁽²⁾	17 633 lgts	+6,8%	▲	16 843 lgts	+7,3%	▲	790 lgts	-3,8%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	116 630 lgts	-11,3%	▼	108 178 lgts	-11,6%	▼	8 452 lgts	-8,2%	▼
Délai d'écoulement de l'encours ⁽⁴⁾	21,0 mois	-4,5 mois	▼	20,4 mois	-4,5 mois	▼	32,4 mois	-1,2 mois	▼
Prix des logements				4 756 €/m ²	-0,6%	=	342 409 €/lot	-3,3%	▼

+6,8% ▲

EN 1 AN

DES RESERVATIONS (aux particuliers)

AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1 an)

17 633 lgts

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Note : l'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers; elle est réalisée en France métropolitaine.

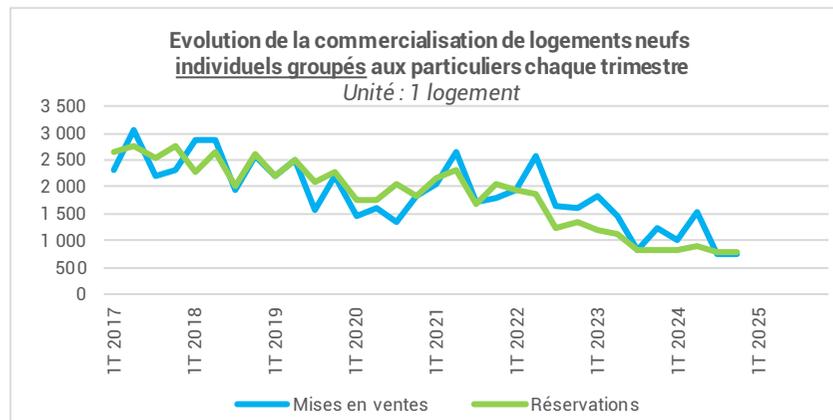
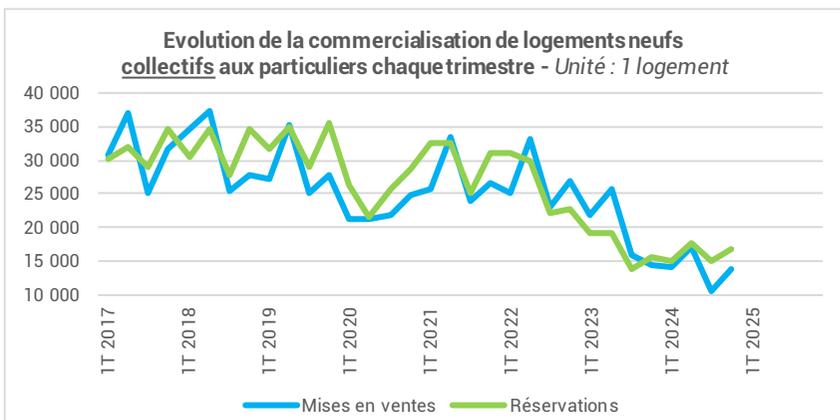
► Les tendances des ventes de logements aux particuliers sur les douze derniers mois

La commercialisation de logements neufs - particuliers	Situation à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Cumul 4 trimestres - Evol 1 an								
	Individuels & Collectifs			Collectifs			Individuels Groupés		
Mises en vente ⁽¹⁾	59 253 lgts	-28,9%	▼	55 186 lgts	-29,3%	▼	4 067 lgts	-23,4%	▼
Réservations ⁽²⁾	67 805 lgts	-5,5%	▼	64 529 lgts	-4,8%	▼	3 276 lgts	-17,3%	▼
Annulations des réservations à la vente ⁽⁵⁾	12 658 lgts	-21,3%	▼	12 002 lgts	-20,7%	▼	656 lgts	-32,0%	▼

► Les tendances des ventes de logements aux investisseurs institutionnels

Les réservations de logements neufs - ventes en bloc	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an			Situation à la fin du 4 ^e trimestre 2024 Cumul 4 trimestres - Evol 1 an		
	Réservations ⁽²⁾	20 143 lgts	-20,9%	▼	52 440 lgts	+0,2%

► Les évolutions de la commercialisation de logements sur long terme



+6,8% ▲

EN 1 AN

DES RESERVATIONS (aux particuliers)

AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

17 633 lgts

Sources : SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

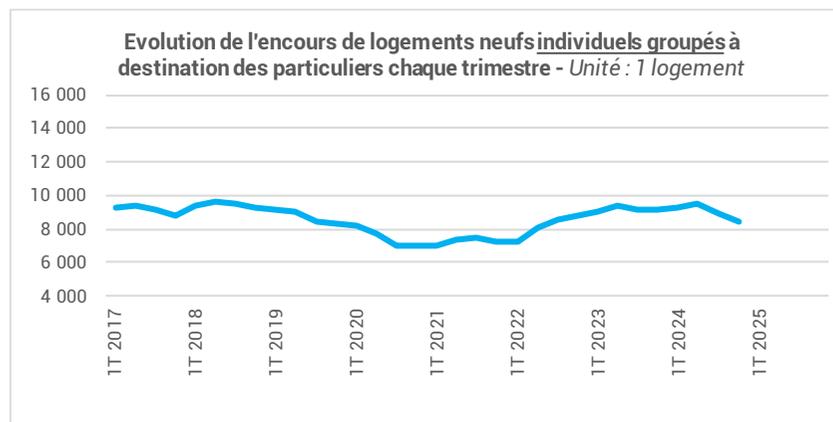
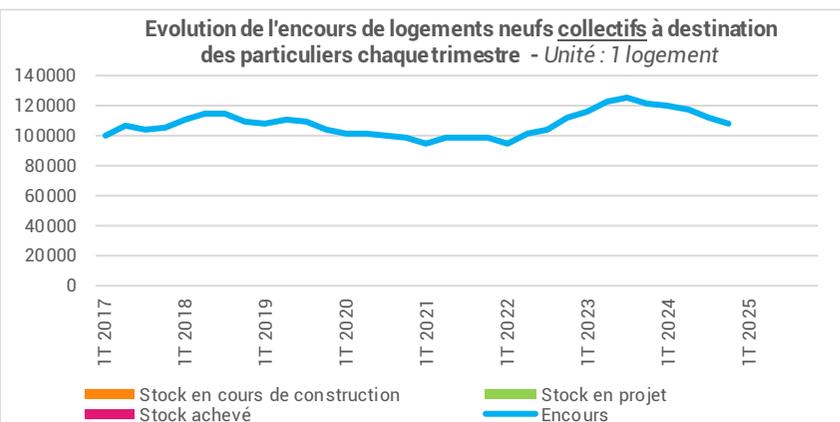
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

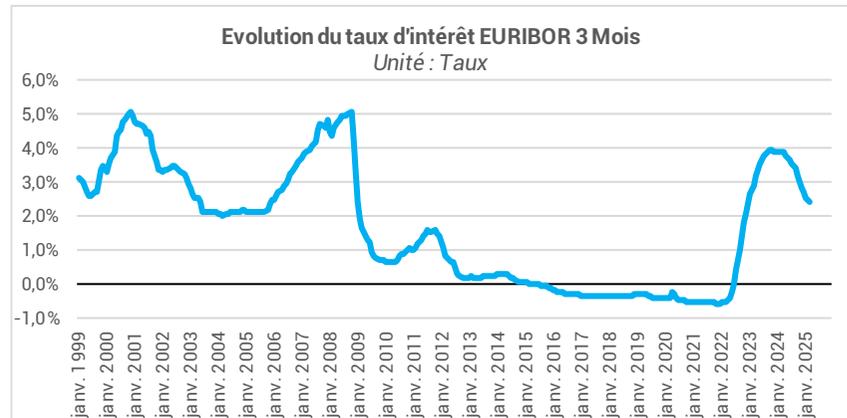
(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Note : l'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers; elle est réalisée en France métropolitaine.

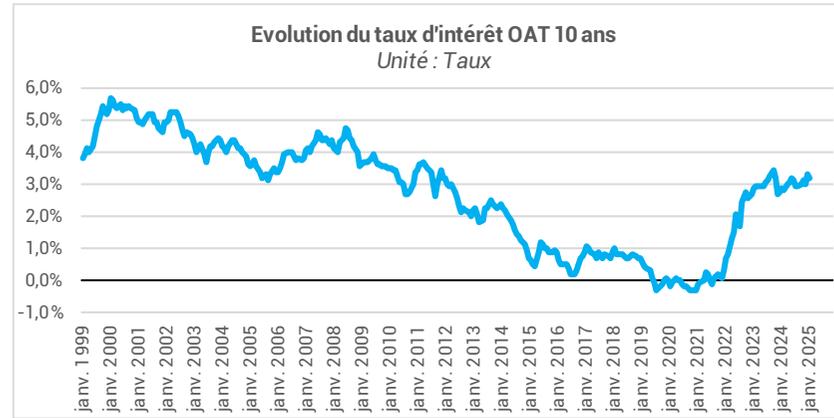


► La tendance des taux d'intérêt

Taux d'intérêt (EURIBOR à 3 mois*, moy. mensuelle)	Situation à fin mars 2025 Evol 1 mois	
Taux d'intérêt	2,442%	-0,083 pt ▼



Taux d'intérêt (OAT à 10 ans*, moy. mensuelle)	Situation à fin février 2025 Evol 1 mois	
Taux d'intérêt	3,150%	-0,170 pt ▼



+33,1% ▲

EN 1 AN

DES CREDITS NOUVEAUX A L'HABITAT
(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2025)

39 MDE

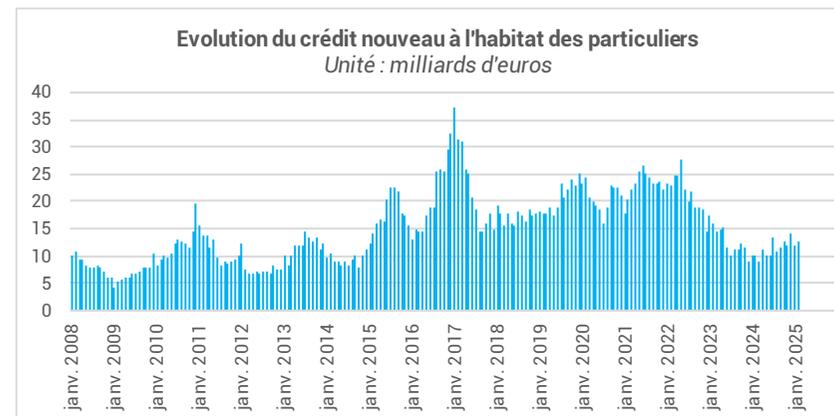
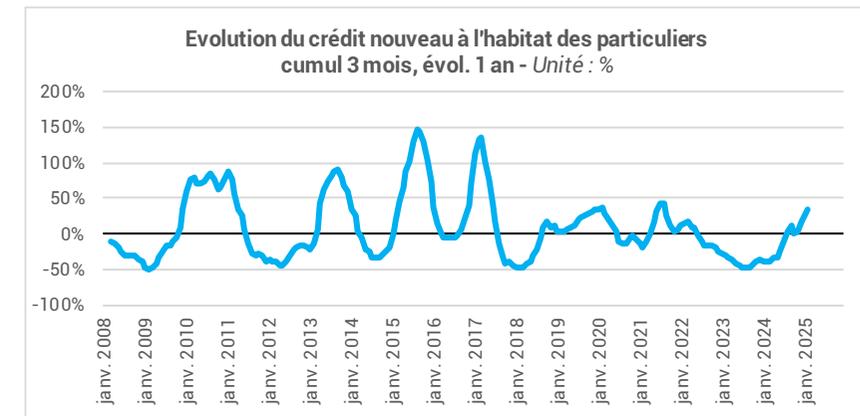
Sources :
Banque de France

* : Euro Interbank Offered Rate (EURIBOR) : taux interbancaire offert entre banques de meilleurs signatures pour la rémunération de dépôts dans la zone euro.

* : Obligations assimilables du Trésor (OAT)

► La tendance des crédits à l'habitat

Crédits à l'habitat	Situation à fin février 2025 Cumul 3 mois - Evol 1 an	
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers (milliards d'euros)	38,6	+33,1% ▲



Note :

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.

► Les tendances des trois derniers mois par segment

Les mises en chantier de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin février 2025 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	5 066 mill. m²	-1,6%	▼
Bâtiments agricoles	943 mill. m ²	+4,1%	▲
Locaux industriels	561 mill. m ²	-14,9%	▼
Commerces	631 mill. m ²	+10,7%	▲
Bureaux	584 mill. m ²	-13,2%	▼
Entrepôts	1 083 mill. m ²	-2,6%	▼
Bâtiment de service public	924 mill. m ²	+4,4%	▲
Autres locaux	339 mill. m ²	-0,5%	=

Les autorisations de construire des locaux (date de prise en compte)	Situation à fin février 2025 Cumul 3 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	9 628 mill. m²	+12,4%	▲
Bâtiments agricoles	1 973 mill. m ²	+36,4%	▲
Locaux industriels	1 542 mill. m ²	+76,0%	▲
Commerces	983 mill. m ²	+7,5%	▲
Bureaux	793 mill. m ²	-20,2%	▼
Entrepôts	2 359 mill. m ²	+4,6%	▲
Bâtiment de service public	1 418 mill. m ²	+0,6%	=
Autres locaux	559 mill. m ²	-17,0%	▼

-1,6% ▼

EN 1 AN
DES MISES EN CHANTIER
(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2025)

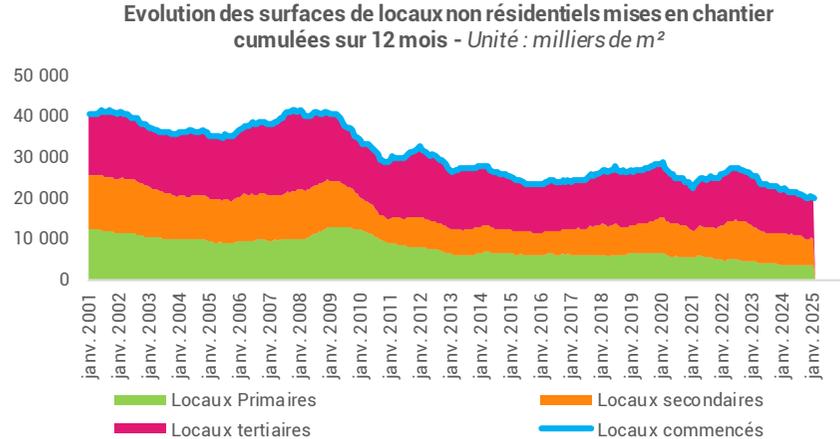
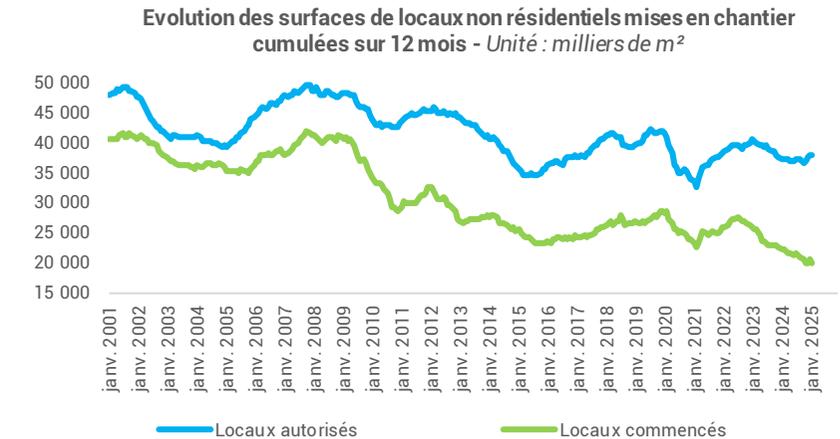
5 066 mill. m²

⚠ Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précautions.

► Les tendances sur un an

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin février 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	19 902 mill. m²	-10,6%	▼
Total locaux autorisés	37 983 mill. m²	+1,7%	▲

► Les évolutions sur long terme de la construction neuve de locaux



Locaux primaires : bâtiments agricoles

Locaux secondaires : locaux industriels + entrepôts

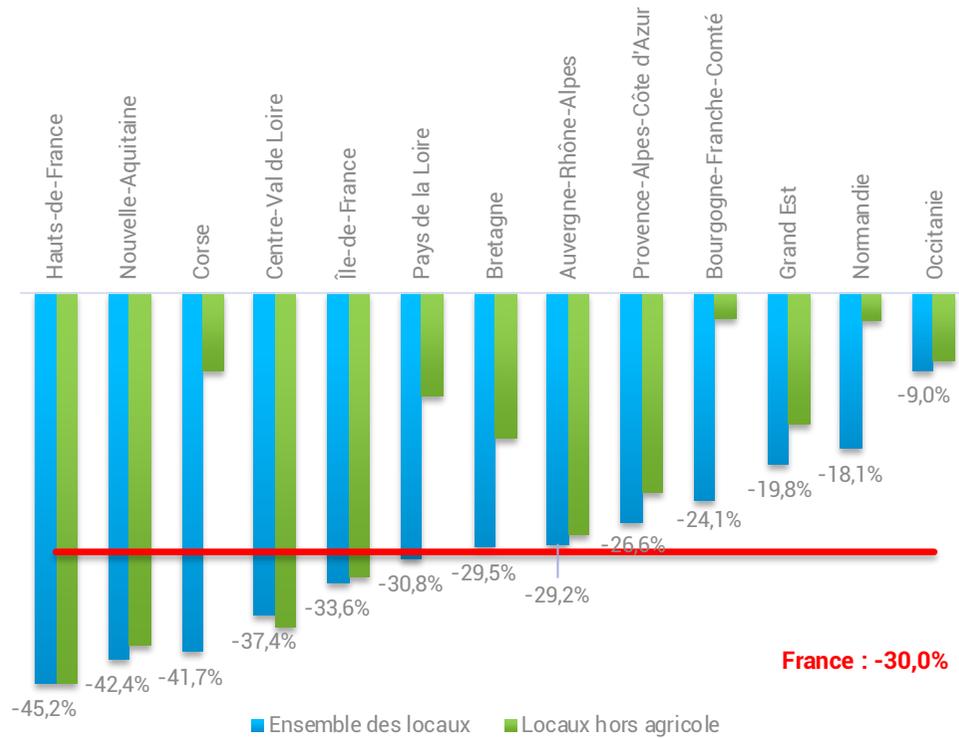
Locaux tertiaires : locaux commerciaux + bureaux + secteur public + autres locaux privés non agricoles

Sources : SDES, Sit@del2 (données brutes)

► L'écart entre l'activité actuelle et celle avant le début de la crise sanitaire

Mises en chantier de locaux en date de prise en compte (DPC)
Evolution du cumul 12 mois à fin février 2025
par rapport aux mises en chantier de 2019

Unité : % d'évolution - Source : SDES, Sit@adel2 en date de prise en compte

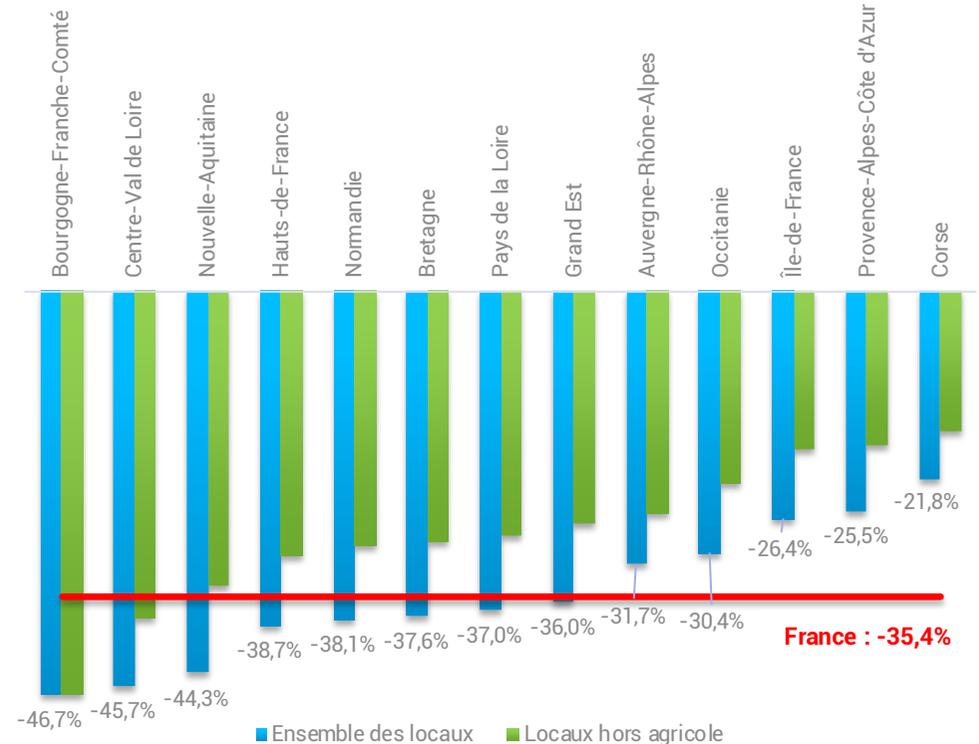


Ce graphique fait apparaître, pour chaque région, l'écart entre la surface de locaux commencés au cours des 12 derniers mois et la surface de locaux commencés en 2019.

► L'écart entre l'activité actuelle et la moyenne de longue période

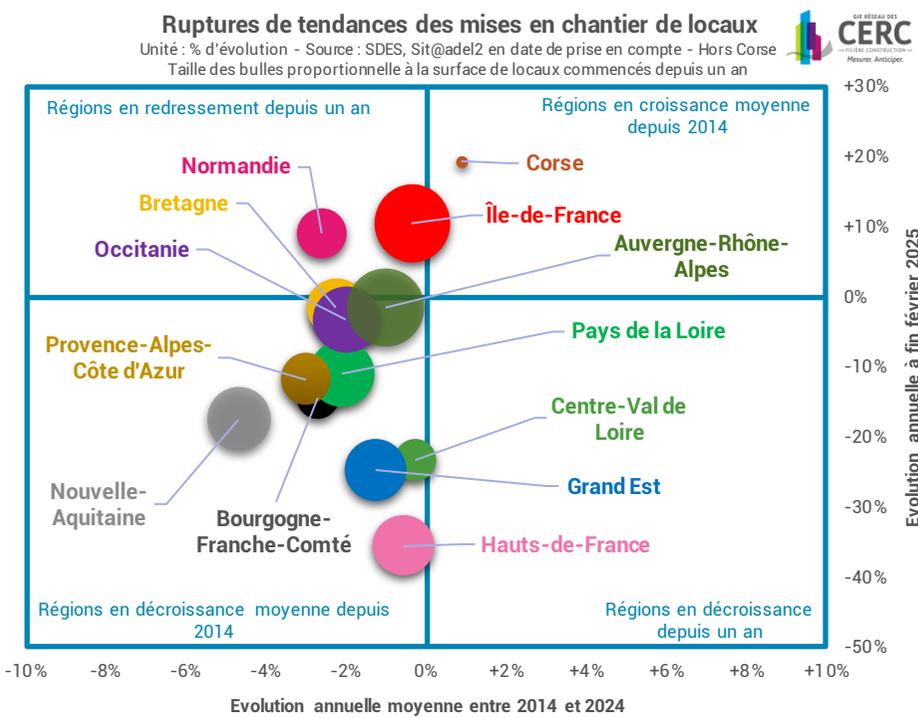
Mises en chantier de locaux en date de prise en compte (DPC)
Evolution du cumul 12 mois à fin février 2025
par rapport à la moyenne depuis décembre 2000

Unité : % d'évolution - Source : SDES, Sit@adel2 en date de prise en compte



Ce graphique fait apparaître, pour chaque région, l'écart entre la surface de locaux commencés au cours des 12 derniers mois et la surface de locaux commencés en moyenne par an depuis décembre 2000.

► Les ruptures de tendances territoriales



► Les tendances de l'entretien-rénovation

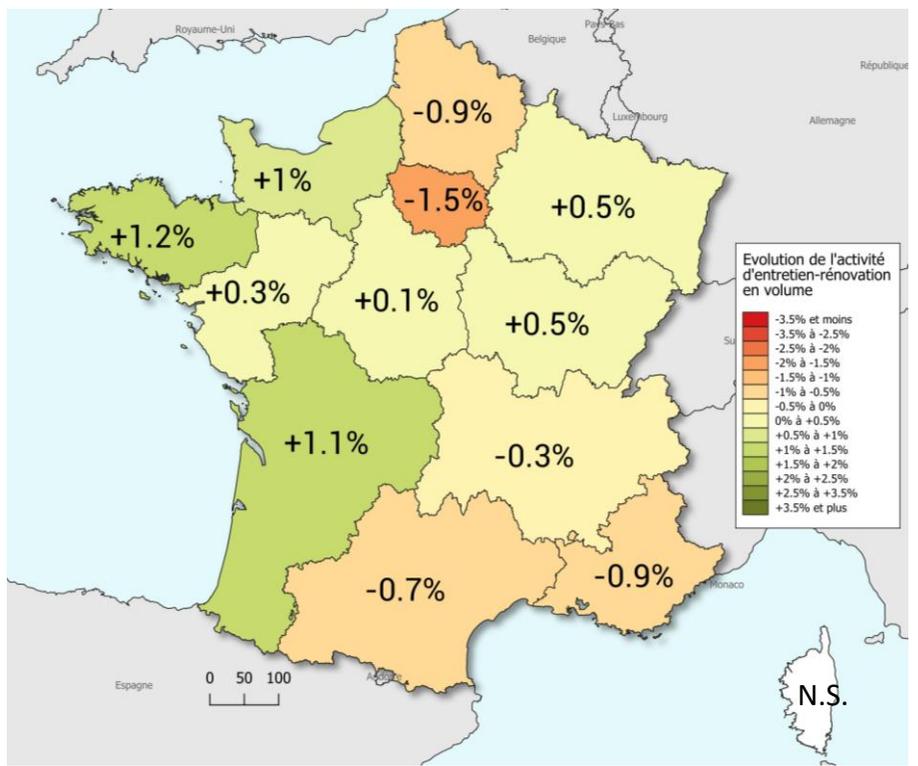
Au quatrième trimestre 2024, les montants facturés en entretien-rénovation, corrigés de l'inflation, demeurent pratiquement stables (-0,2%). Des baisses plus marquées se dessinent en Île-de-France (-1,5%) ainsi qu'en Hauts-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur (-0,9% chacun). Des dynamiques positives demeurent toutefois d'actualité en Bretagne (+1,2%), Nouvelle-Aquitaine (+1,1%) et Normandie (+1%).

Évolution de l'activité d'entretien-rénovation par rapport au 4^{ème} trim. 2023

-0,2% =
En volume

+1,2% ▲
En valeur

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation en volume



Source : Réseau des CERC, résultat enquête 4^{ème} trimestre 2024 - Février 2025 - NB : Le déflateur utilisé correspond à l'index BT50. La valeur du trimestre correspond à la moyenne des valeurs mensuelles.

► Les tendances de l'entretien-rénovation

Sur le segment des logements, l'activité entretien-rénovation recule de 0,6% en volume (+0,8% en valeur). Le repli atteint 2,3% en Île-de-France, 1,1% en Hauts-de-France et Occitanie ainsi que 1% en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Seulement trois régions affichent une hausse au quatrième trimestre : Bretagne (+0,8%), Normandie (+0,6%) et Nouvelle-Aquitaine (+0,6%).

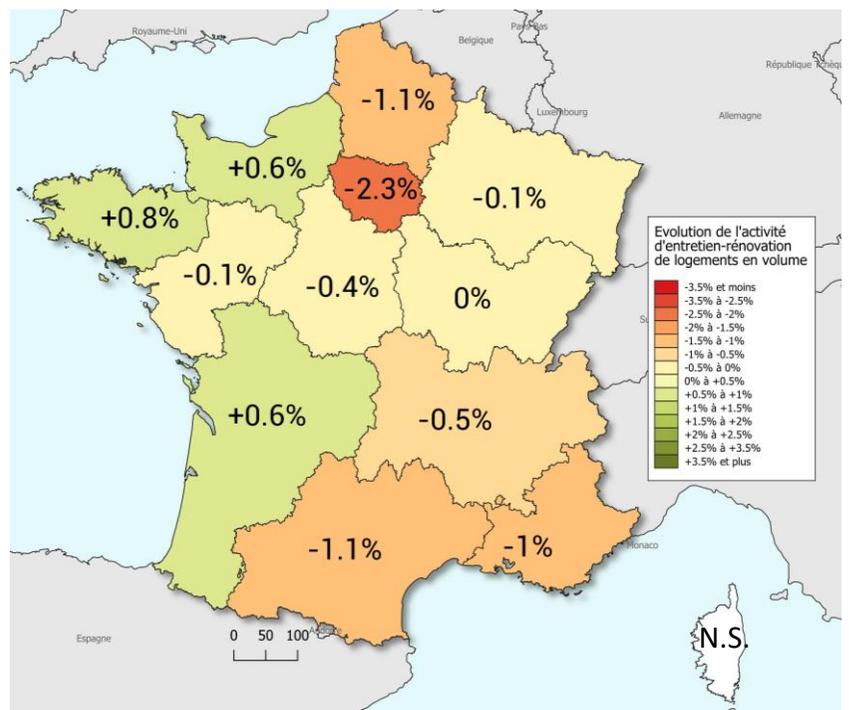
Dans la continuité des trimestres précédents, le segment des locaux non résidentiels affiche un peu plus de dynamisme que celui des logements : +0,7%. Trois régions demeurent toutefois en repli : Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur à -0,6% chacun ainsi que Hauts-de-France à -0,4%. La progression des montants facturés atteint ou dépasse les 2% dans cinq régions, dont Nouvelle-Aquitaine (+2,8%) et Bretagne (+2,7%).

Évolution de l'activité d'entretien-rénovation en volume par rapport au 4^{ème} trim. 2023

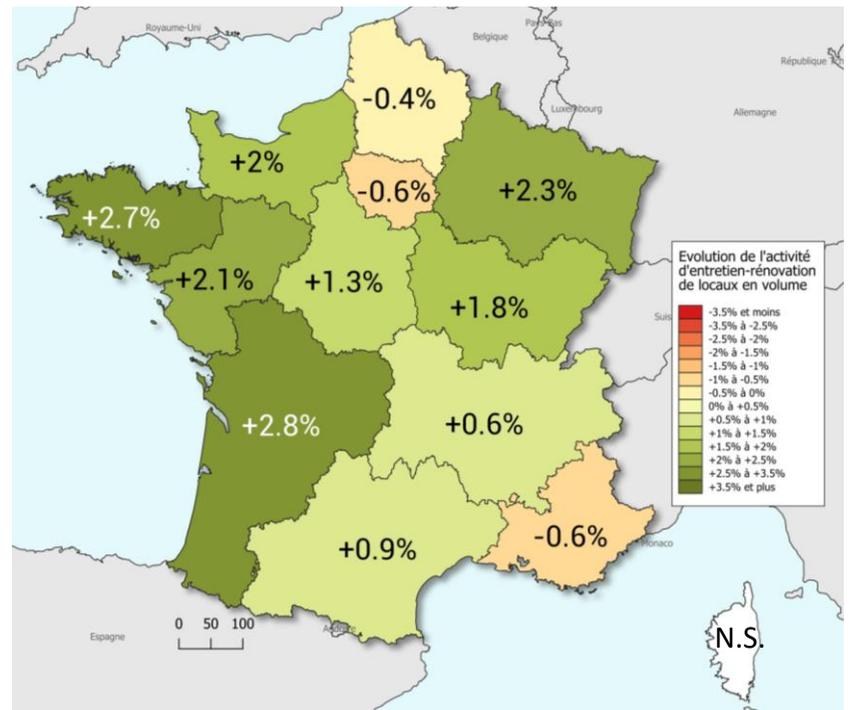
-0,6% 
Logements

+0,7% 
Locaux non résidentiels

Evolution de l'activité d'entretien-rénovation de logements en volume au 4^{ème} trimestre 2024



Evolution de l'activité d'entretien-rénovation de locaux en volume au 4^{ème} trimestre 2024



Source : Réseau des CERC, résultat enquête 4^{ème} trimestre 2024 - Février 2025 - NB : Le déflateur utilisé correspond à l'index BT50. La valeur du trimestre correspond à la moyenne des valeurs mensuelles.

► Évolution comparée des coûts et prix bâtiment

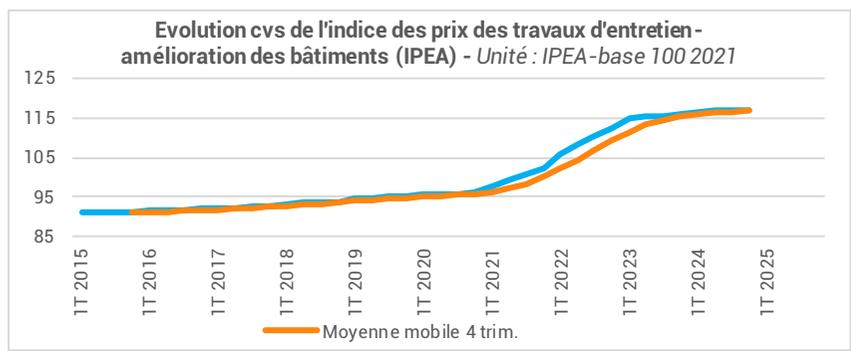
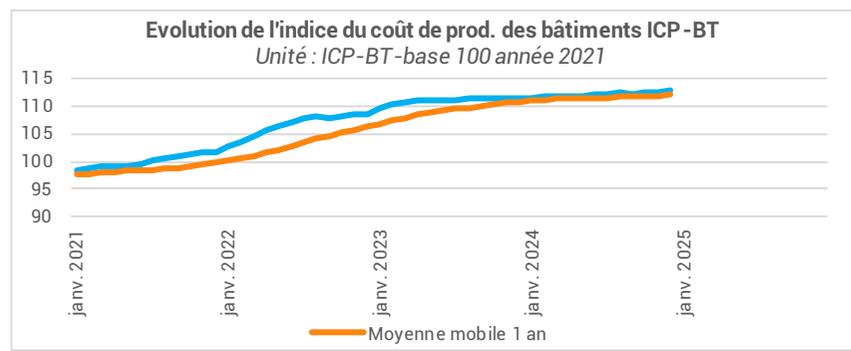
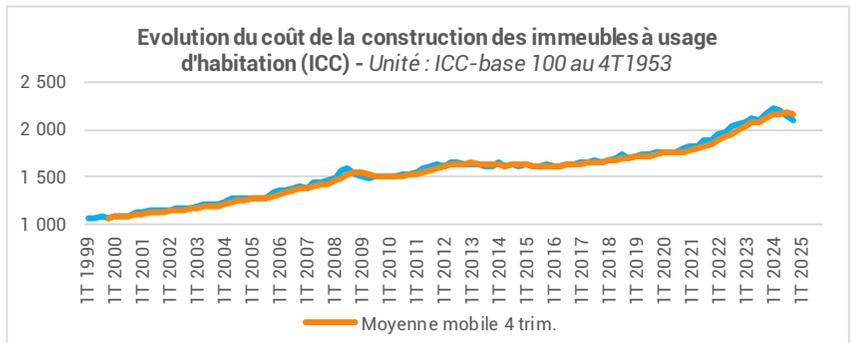
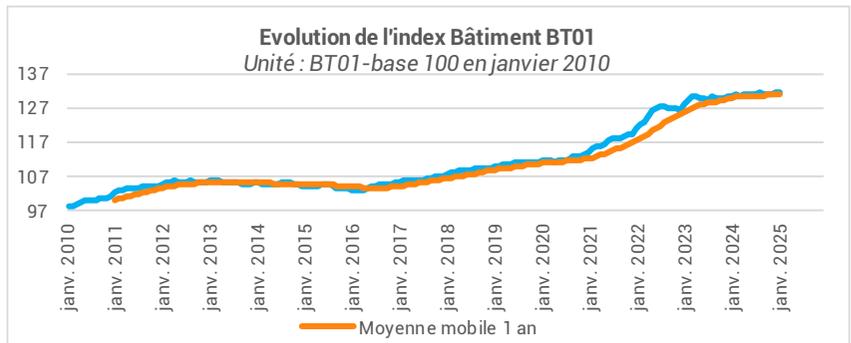
Indices de coût du Bâtiment			
janvier 2025 - Evol 1 mois			
Index du bâtiment, tous corps d'état (BT01) - Base 100 en janvier 2010	132,0	+0,23%	=
décembre 2024 - Evol 1 mois			
Index du coût de production des bâtiments (ICP_BT)* - Base 100 en 2021	112,8	+0,18%	=

Indices de prix du Bâtiment			
4° trimestre 2024 - Evol 1 trimestre			
Index du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation (ICC)	2 108,0	-1,63%	▼
4° trimestre 2024 - Evol 1 trimestre			
Index des prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments (IPEA)	117,0	0%	=
Index des prix des travaux d'entretien-amélioration des <u>logements</u> (IPEA)	117,4	0%	=
Index des prix des travaux d'entretien-amélioration des <u>locaux non résidentiels</u> (IPEA)	116,5	0%	=

* L'indice du coût de production dans le bâtiment (ICP-BT) fait partie des nouveaux indices statistiques des coûts de production dans la construction, publiés par l'INSEE depuis mars 2015.

Il s'agit d'un indice de coût du secteur Bâtiment, appréhendé à partir de 7 postes (matériel, coût du travail, énergie, matériaux, transport, déchets, frais divers) dans une démarche de comptabilité analytique.

Il constitue le pendant économique de l'index BT01, servant à indexer les contrats. Il est révisable, contrairement au BT01. Les révisions sont effectuées essentiellement sur les quatre derniers mois.



Sources : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Travaux Publics



► Les tendances d'activité des trois derniers mois dans les Travaux Publics

Activité dans les Travaux Publics (évolution cvs-cjo à prix constants)	Situation à fin février 2025 Cumul 3 mois - Evol 1 an	
Travaux réalisés	+0,4%	=
Marchés conclus	-22,0%	▼

+0,4% =

EN 1 AN

DES TRAVAUX REALISES

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2025 - € constants)

► Les tendances d'activité des douze derniers mois dans les Travaux Publics

Activité dans les Travaux Publics (évolution cvs-cjo à prix constants)	Situation à fin février 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an	
Travaux réalisés	+2,7%	▲
Marchés conclus	-10,9%	▼

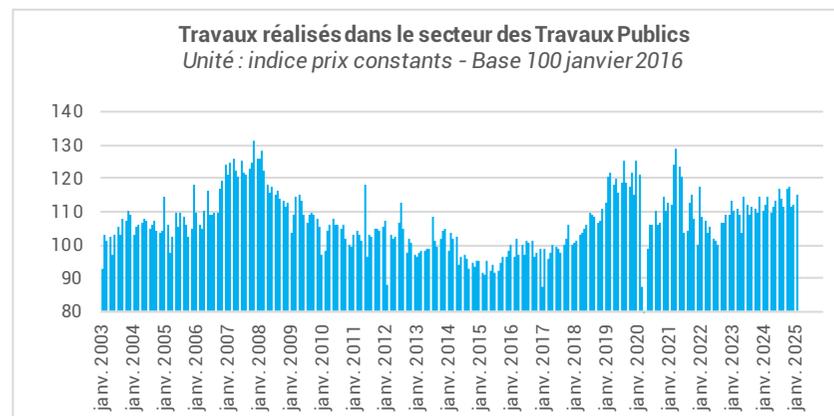
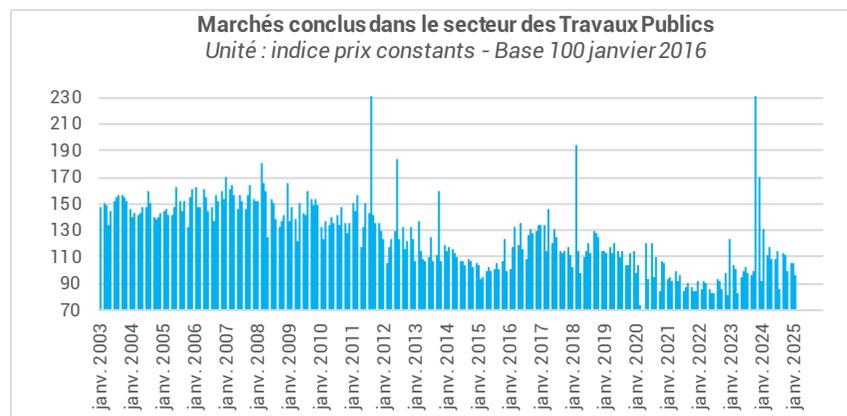
-22,0% ▼

EN 1 AN

DES MARCHES CONCLUS

(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2025 - € constants)

► Les évolutions sur long terme de l'activité dans les Travaux Publics



Sources :
Enquête mensuelle FNTF
(données cvs-cjo aux prix de 2023; disponibles pour la France métropolitaine)

Février 2025 : données provisoires

► Opinion des chefs d'entreprise Travaux Publics sur leur activité

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol. moyenne longue période	
Prévisions d'activité pour le 1° trim.2025	-31	▼
Activité récente du 4° trim. 2024	9	▲
Carnets de commandes	-15	=

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production			
Insuffisance de la demande	44%	+9 pts	▲
Insuffisance en personnel	27%	-13 pts	▼
Contraintes financières	10%	-2 pts	▼
Conditions climatiques	24%	+3 pts	▲
Insuffisance de matériel	1%	-2 pts	▼
Autres facteurs	4%	+1 pt	=

9 ▲

ACTIVITE RECENTE
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2024

-31 ▼

PREVISION D'ACTIVITE
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
POUR LE 1° TRIMESTRE 2025

-15 =

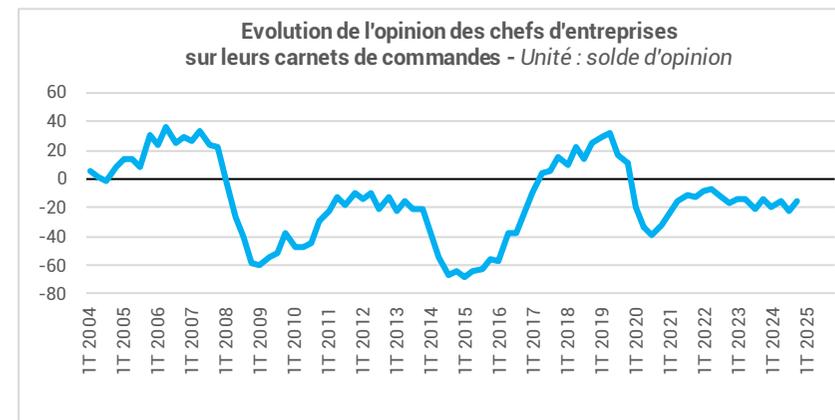
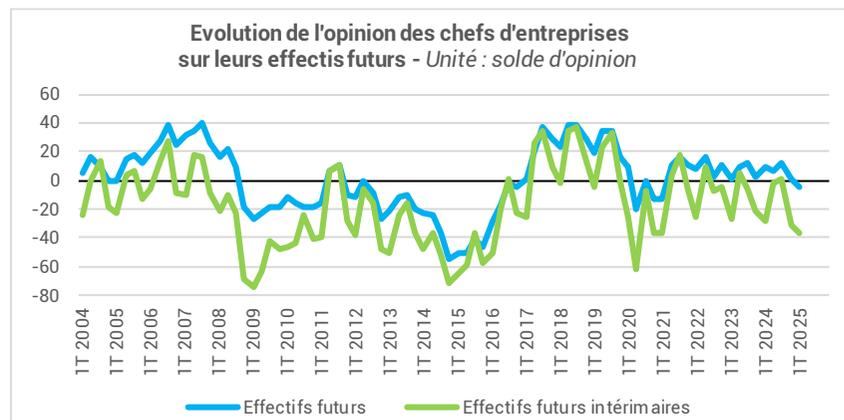
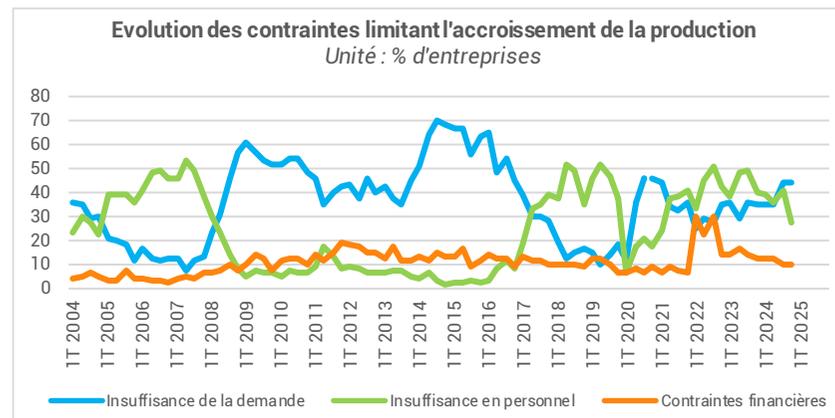
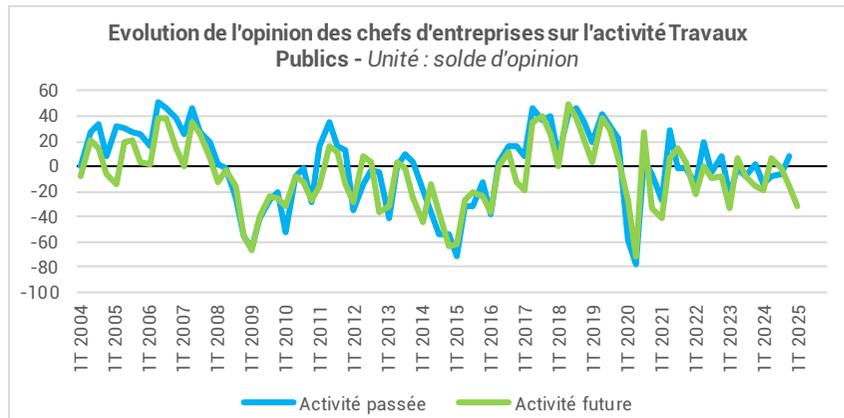
CARNETS DE COMMANDES
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 4° TRIMESTRE 2024

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Les évolutions sont mesurées par rapport à la moyenne de longue période pour le même trimestre (depuis 2004)

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes non cvs ; disponibles pour la France métropolitaine)

► Les évolutions sur long terme de l'opinion des chefs d'entreprise Travaux Publics



Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes non cvs ; disponibles pour la France métropolitaine)

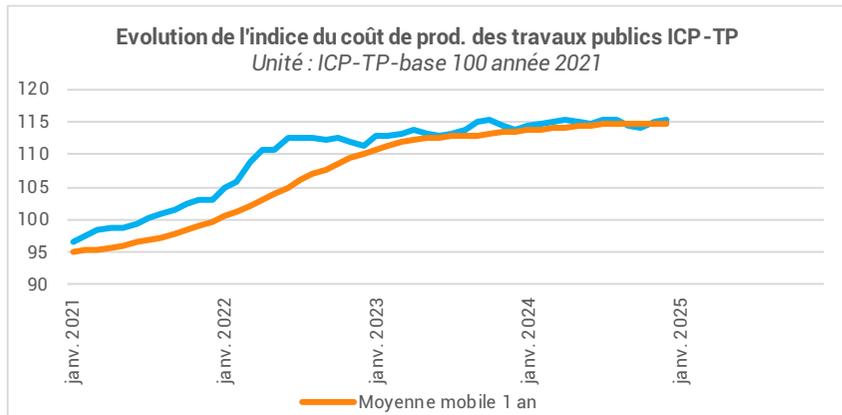
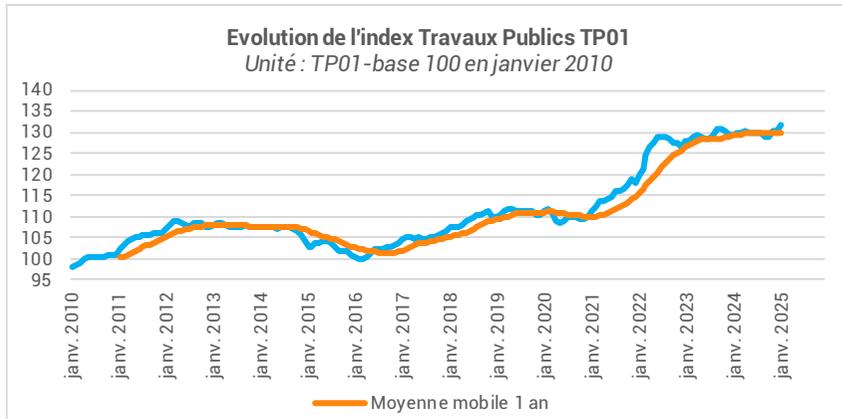
► Évolution comparée des coûts Travaux Publics

Indices de coût des Travaux Publics			
janvier 2025 - Evol 1 mois			
Index général tous travaux (TP01) - Base 100 en janvier 2010	131,9	+1,00%	=
décembre 2024 - Evol 1 mois			
Indice du coût de production des travaux publics (ICP_TP)* - Base 100 en 2021	115,3	+0,17%	=

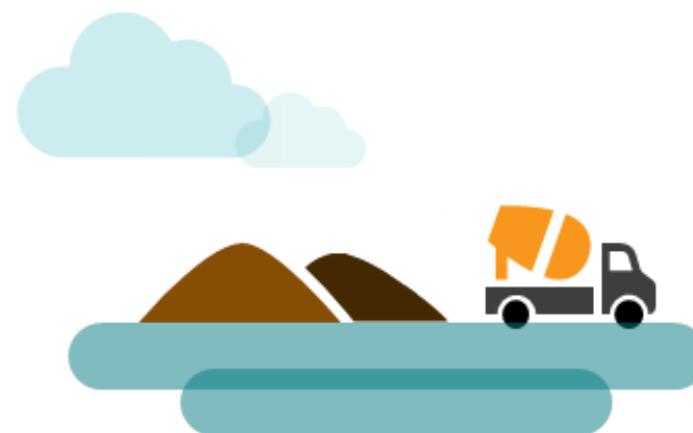
* L'indice du coût de production dans les travaux publics (ICP-TP) fait partie des nouveaux indices statistiques des coûts de production dans la construction, publiés par l'INSEE depuis mars 2015.

Il s'agit d'un indice de coût du secteur Travaux Publics, appréhendé à partir de 7 postes (matériel, coût du travail, énergie, matériaux, transport, déchets, frais divers) dans une démarche de comptabilité analytique.

Il constitue le pendant économique de l'index TP01. Il est révisable, contrairement au TP01. Les révisions sont effectuées essentiellement sur les quatre derniers mois.



Matériaux



► Les tendances des trois derniers mois

La production de matériaux Cumul 3 mois - Evol 1 an			
Production de BPE à fin novembre 2024	8 766 753 m3	-8,1%	▼
Production de Granulats à fin novembre 2024	74 580 kt	-0,1%	=

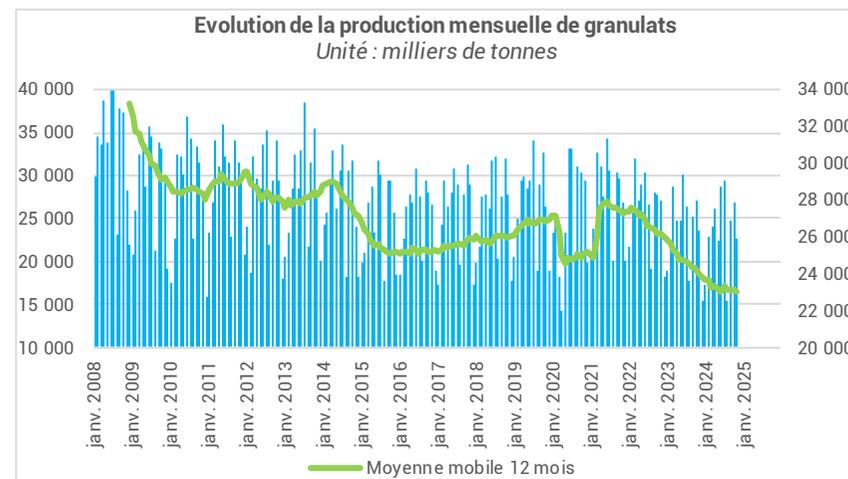
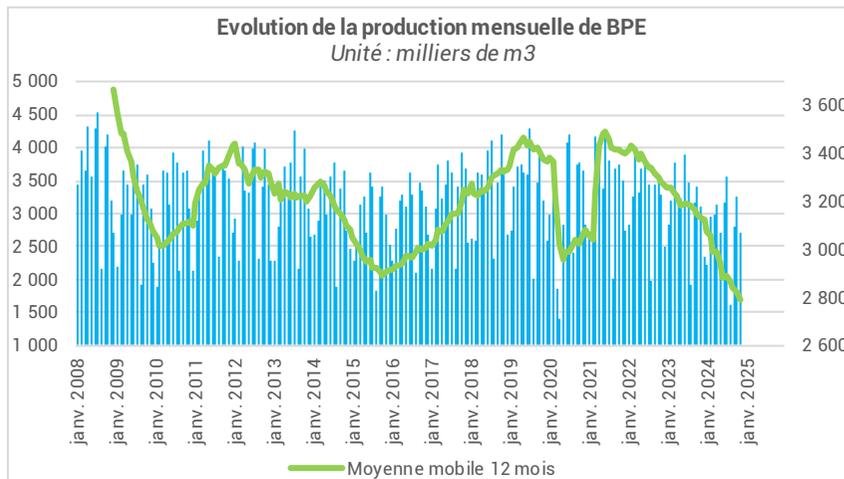
Evolutions corrigées des jours ouvrés ; France métropolitaine ; hors granulats de recyclage

► Les tendances des douze derniers mois

La production de matériaux Cumul 12 mois - Evol 1 an			
Production de BPE à fin novembre 2024	33 496 251 m3	-10,2%	▼
Production de Granulats à fin novembre 2024	276 403 kt	-4,1%	▼

Evolutions corrigées des jours ouvrés ; France métropolitaine ; hors granulats de recyclage

► L'activité sur long terme



Données brutes, hors granulats de recyclage, non cvs, non cjo ; France métropolitaine

-8,1% ▼

EN 1 AN
PRODUCTION BPE
(CUM UL 3 MOIS - SIT. À FIN NOV. 2024)

8 766 753 m3

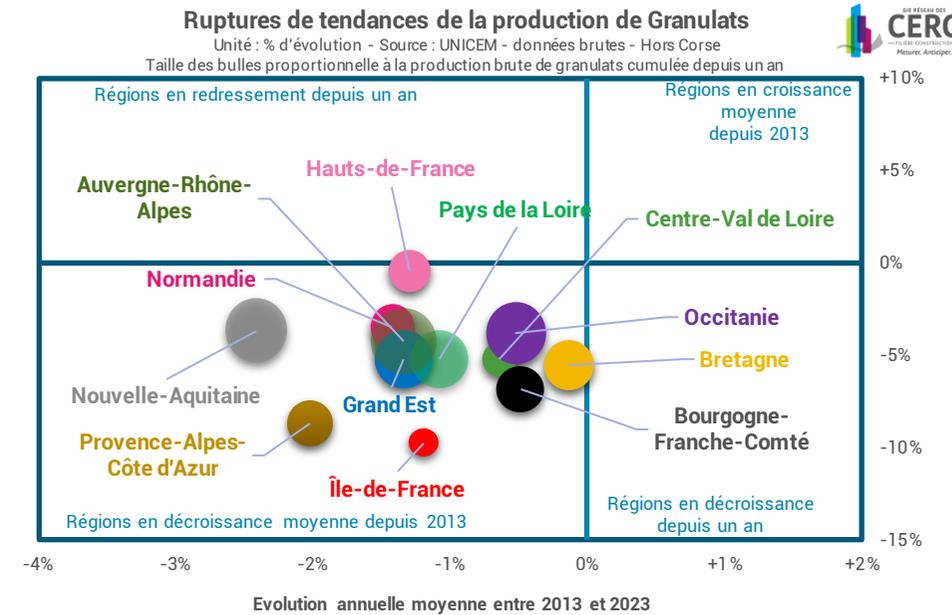
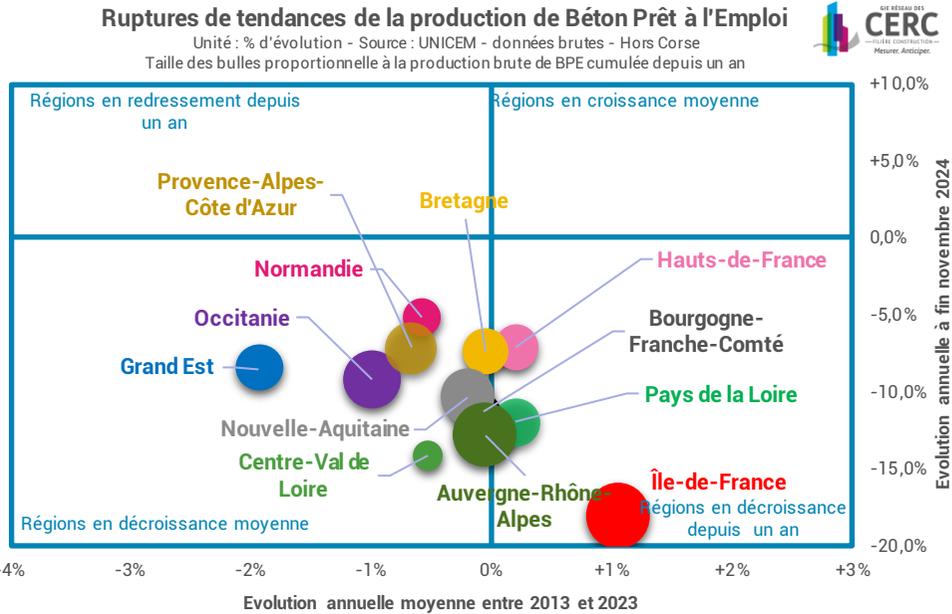
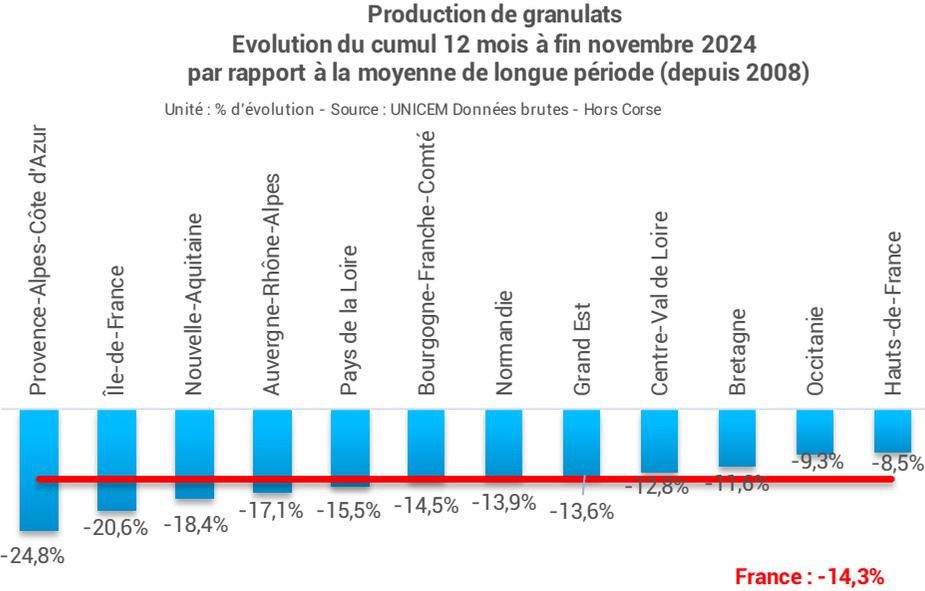
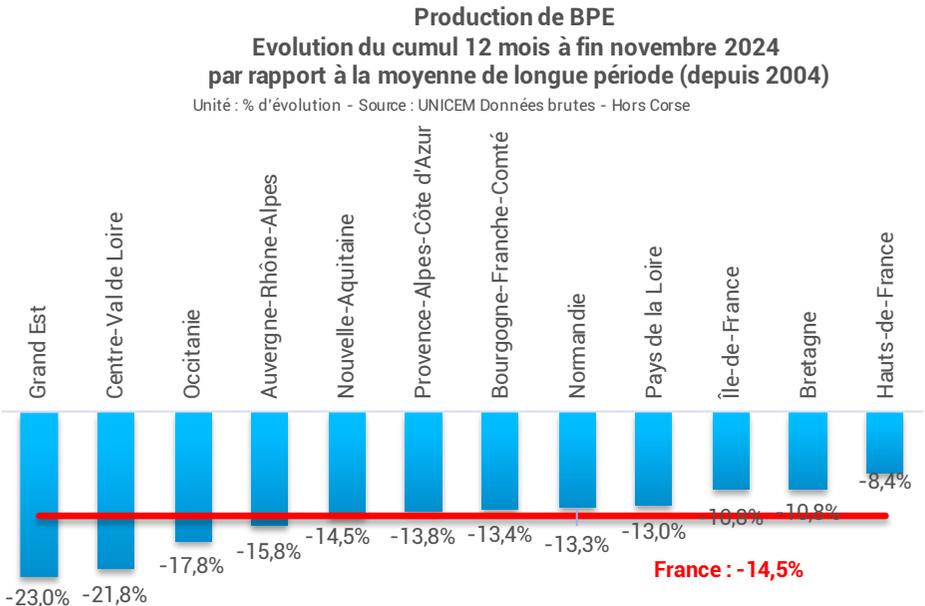
-0,1% =

EN 1 AN
PRODUCTION GRANULATS
(CUM UL 3 MOIS - SIT. À FIN NOV. 2024)

74 580 kt

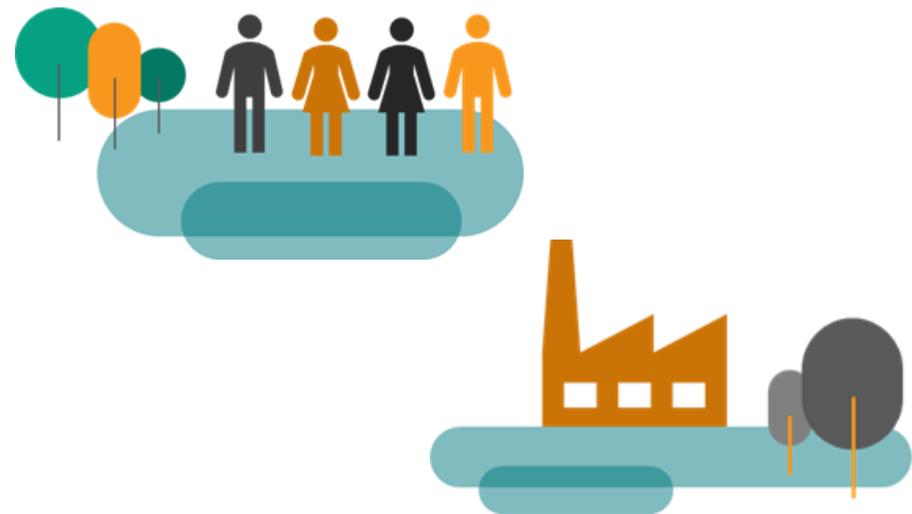
► L'écart entre l'activité actuelle et la moyenne de longue période

► Les ruptures de tendances territoriales



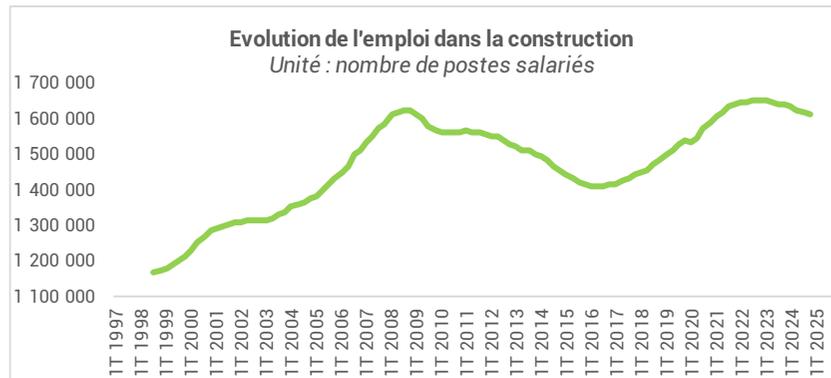
Sources : UNICEM (données brutes, hors granulats de recyclage, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Ensemble de l'appareil de production



► Les tendances de l'emploi salarié dans la Construction

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	1 610 562 sal.	-1,8%	▼
Nombre de postes salariés Construction en moyenne sur les 4 derniers trim.	1 621 893 sal.	-1,5%	▼



-1,8% ▼

EN 1 AN
DE L'EMPLOI SALARIÉ
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

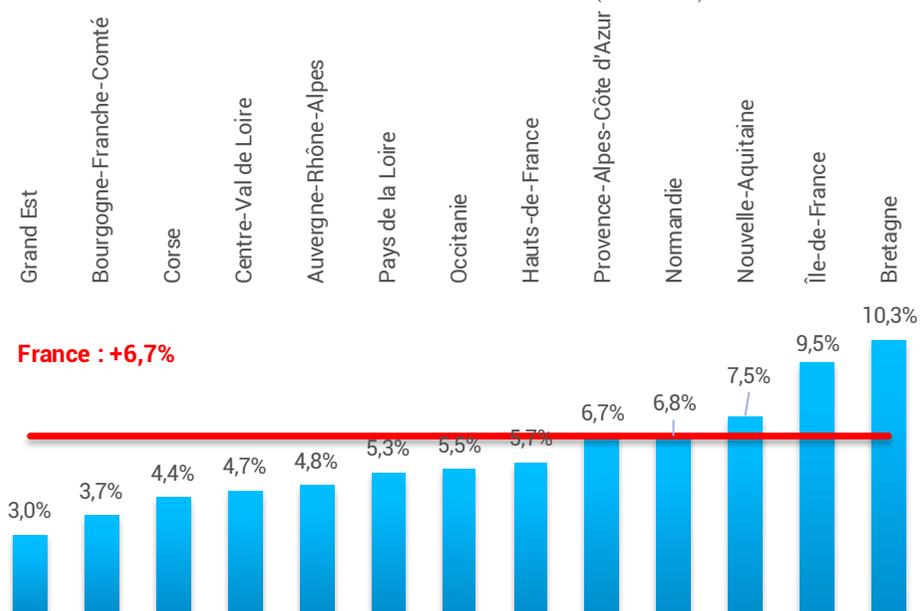
1 610 562 sal.

Sources :
ACOSS - URSSAF (données cvs).
Les données correspondent à un nombre de postes salariés en fin de trimestre.

► L'écart avec l'avant crise sanitaire

Evolution de l'effectif salarié moyen employé dans la construction au cours des 4 derniers trimestres à fin 4T2024 par rapport à l'année 2019

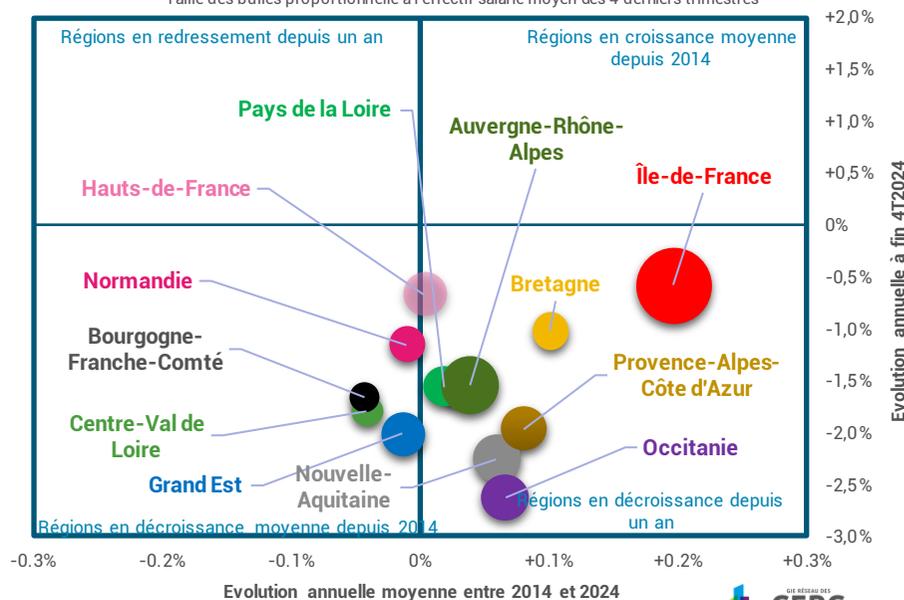
Unité : % d'évolution - Source : ACOSS - URSSAF (données CVS)



► Les ruptures de tendances territoriales

Ruptures de tendances de l'emploi salarié dans la Construction*

Unité : % d'évolution - Source ACOSS - URSSAF (données CVS)
Taille des bulles proportionnelle à l'effectif salarié moyen des 4 derniers trimestres



* La taille des bulles est proportionnelle au nombre de postes salariés

► Les tendances du recours à l'intérim dans la Construction

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	Situation à fin janvier 2025 Evol 1 an		
Intérimaires Construction en janvier 2025	105 133 ETP	-4,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin janvier 2025	116 758 ETP	-6,5%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin janvier 2025	131 014 ETP	-6,4%	▼

-6,5% ▼

EN 1 AN

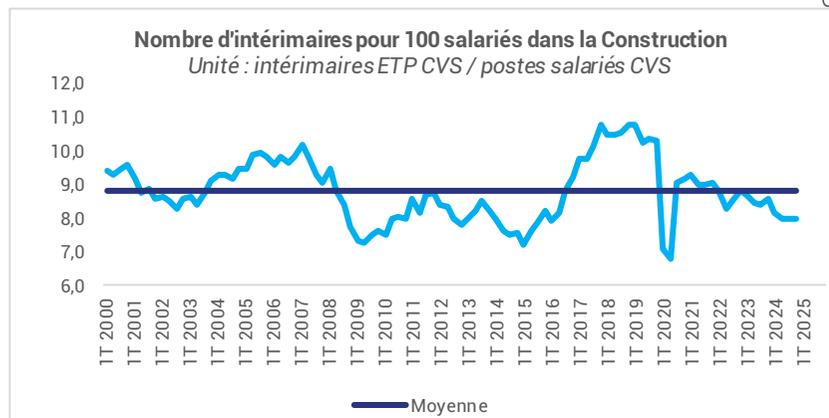
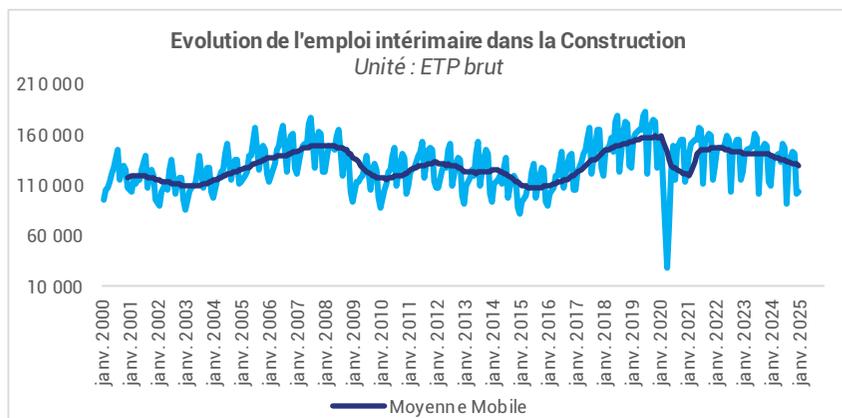
DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN JANVIER 2025

116 758 ETP

Sources :
DARES, exploitation des fichiers
Pôle emploi des déclarations
mensuelles des agences
d'intérim

Données brutes ETP



► Les tendances des demandes d'emploi dans la Construction

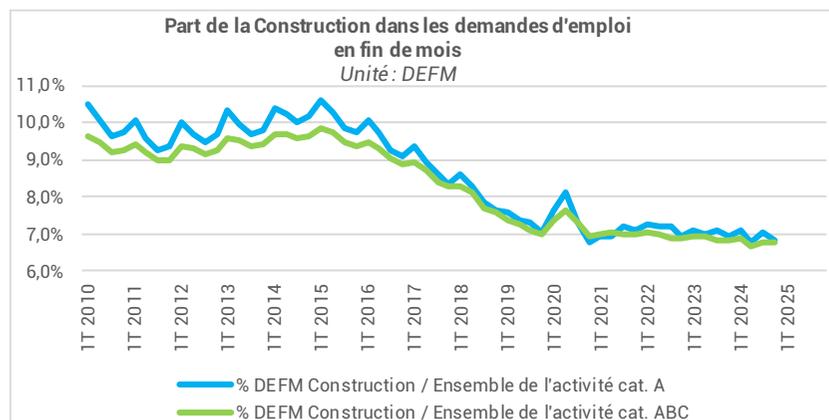
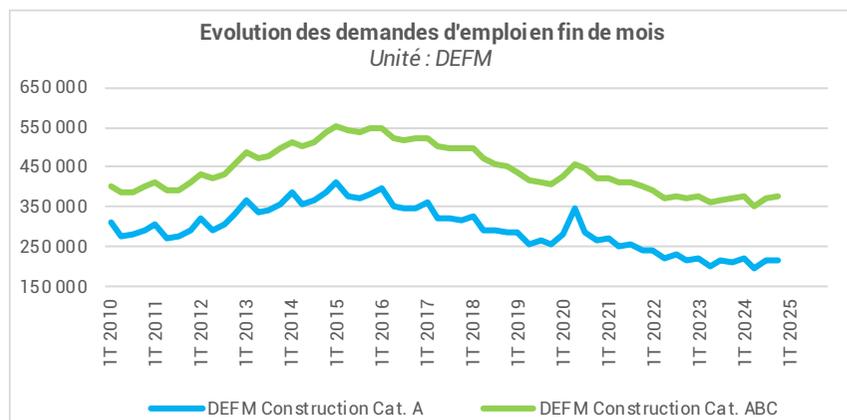
Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	4 ^e trimestre 2024 - Evol 1 an		
DEFM Construction	216 205 DEFM	+1,8%	▲
DEFM tous secteurs économiques	3 173 708 DEFM	+3,6%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=

+1,8% ▲

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOI
AU 4^e TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

216 205 DEFM



Sources :

Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non. .

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois

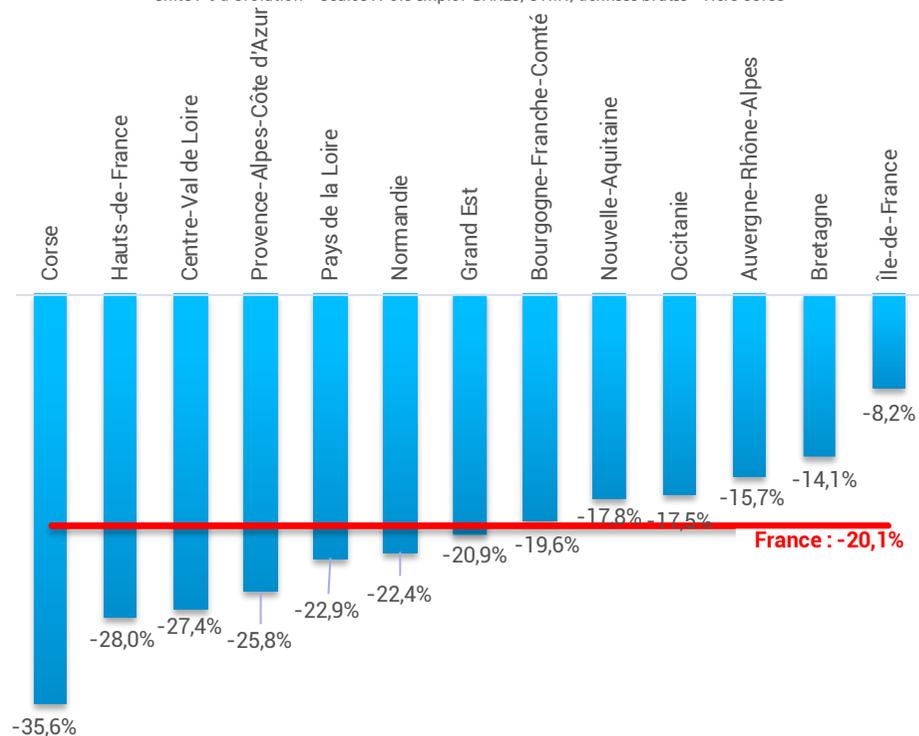
Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois)

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).

► L'écart avec l'avant crise sanitaire

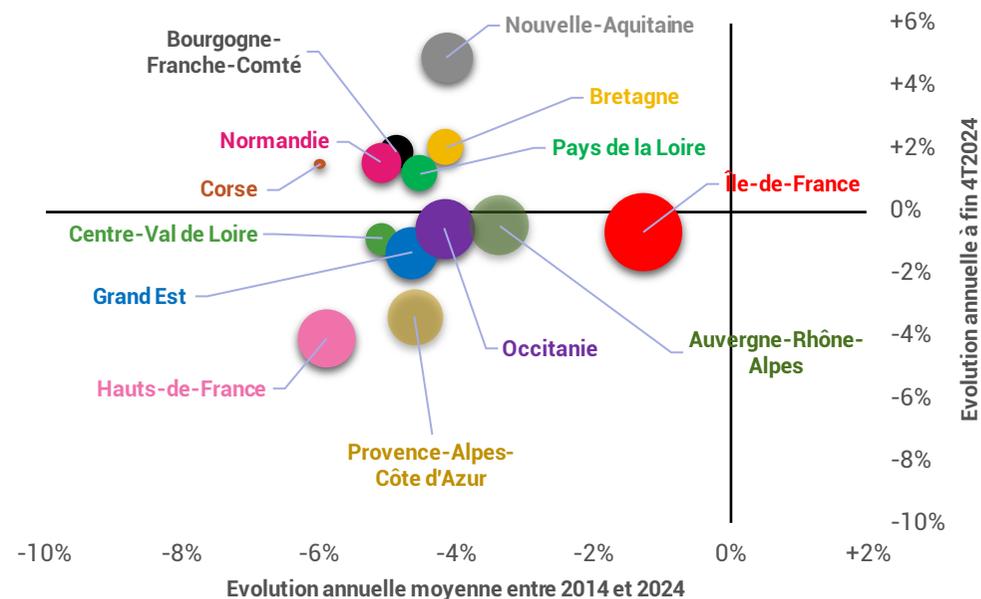
Demandes d'emploi dans la construction
moyenne du 1T2024 au 4T2024 / moyenne 2019

Unité : % d'évolution - Source : Pôle emploi-DARES, STMT, données brutes - Hors Corse



► Les ruptures de tendances territoriales

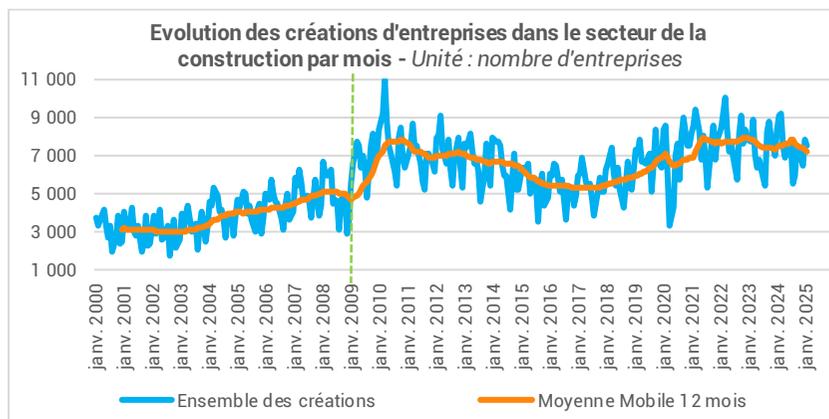
Evolution comparée des demandes d'emploi dans la construction*



Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT
(Statistiques Mensuelles du
marché du travail). Données
brutes

► Les tendances de la création d'entreprise dans la Construction

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	Situation à fin février 2025 Evol 1 an		
Créations d'entreprises au cours des trois derniers mois à fin février 2025	21 954	-10,5%	▼
Créations d'entreprises cumulées de mars 2024 à février 2025	86 932	-3,5%	▼



-10,5% ▼

EN 1 AN

DES CREATIONS D'ENTREPRISES
(CUMUL 3 MOIS - SIT. À FIN FÉVRIER 2025)

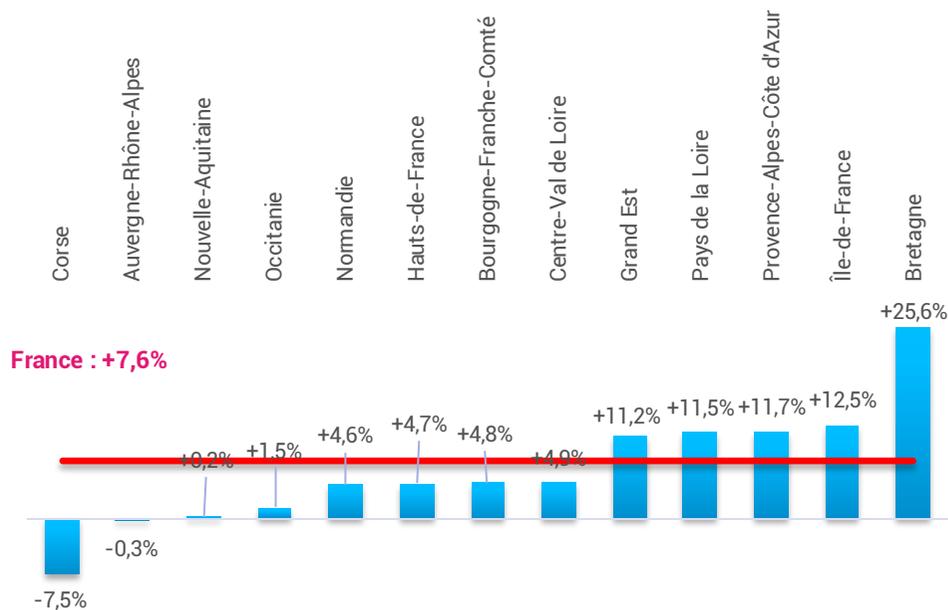
21 954 créations

Création du statut d'auto-entrepreneur au 1er janvier 2009 (devenu statut de micro-entrepreneur)

► L'écart avec l'avant crise sanitaire

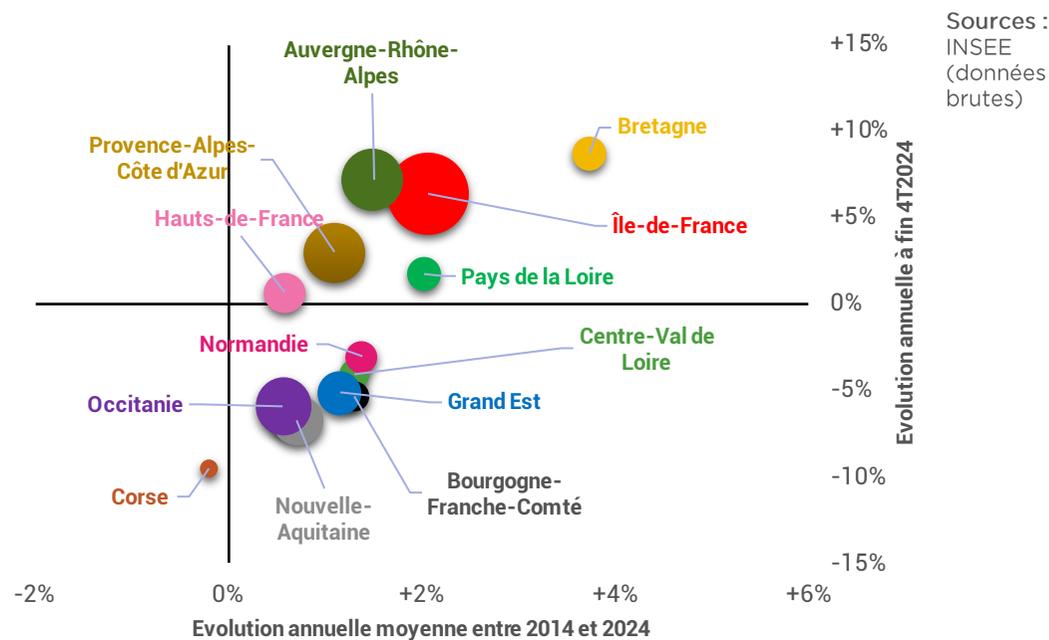
Créations d'entreprises dans le secteur de la construction
Evolution du cumul 12 mois à fin 4T2024
par rapport à fin 2019

Unité : % d'évolution - Source : INSEE, données brutes



► Les ruptures de tendances territoriales

Evolution comparée des créations d'entreprises dans la construction*



* La taille des bulles est proportionnelle au nombre de créations

Données régionales les plus récentes : 4^e trimestre 2024

► Les tendances des défaillances d'entreprises et de l'impact sur l'emploi dans la Construction

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	4 248 défaillances	+15,7%	▲
Dont entreprises sans salarié	1 338 défaillances	+42,0%	▲
Dont entreprises avec salarié	2 910 défaillances	+6,6%	▲
Défaillances de l'année 2024	14 786 défaillances	+25,2%	▲
Dont entreprises sans salarié	4 449 défaillances	+45,0%	▲
Dont entreprises avec salarié	10 337 défaillances	+18,2%	▲

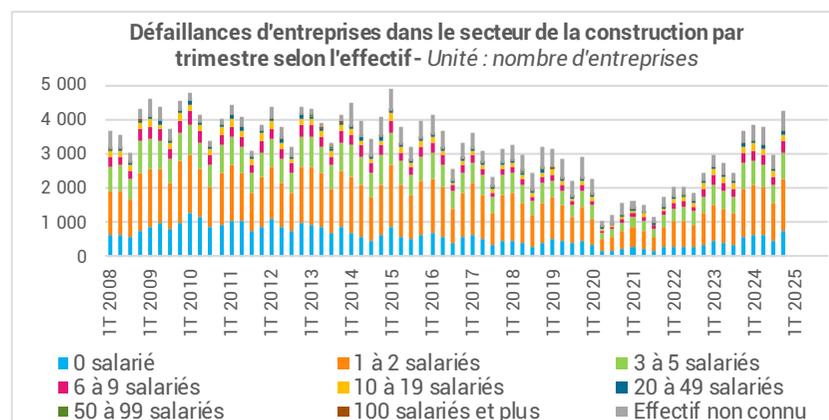
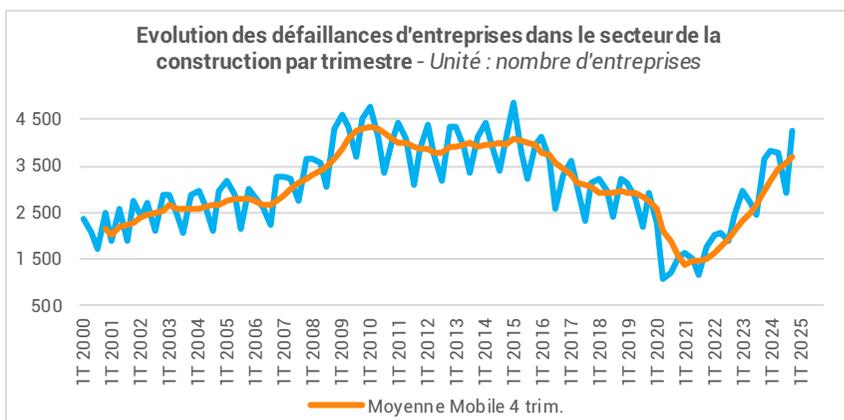
Effectifs salariés des entreprises défaillantes dans la Construction	4° trimestre 2024 - Evol 1 an		
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	13 442 salariés	+2,3%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes de l'année 2024	48 229 salariés	+11,2%	▲

+15,7% ▲

EN 1 AN
DES DEFAILLANCES D'ENTREP.
AU 4° TRIMESTRE 2024 (évol 1an)

4 248 défaillances

Sources :
Banque de France (données brutes)

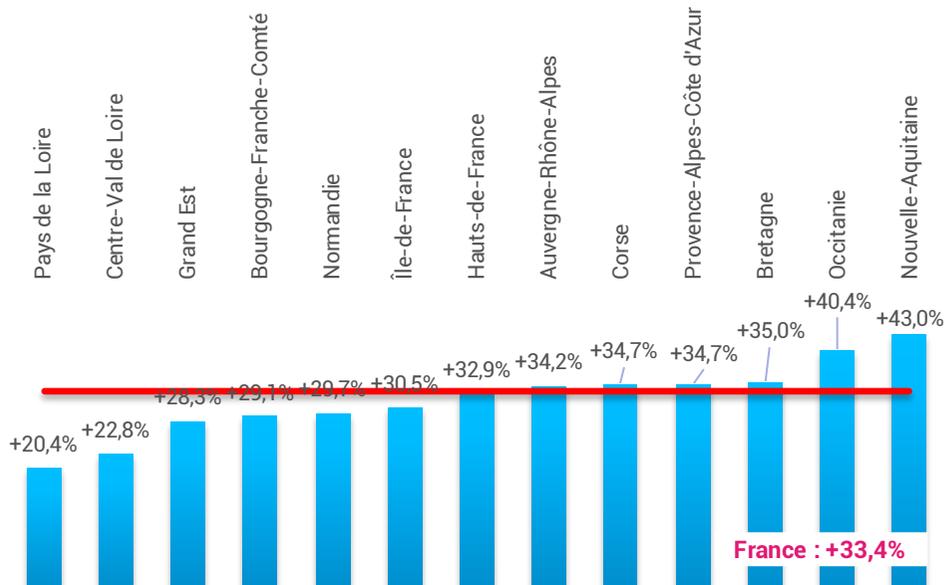


Les défaillances sont comptabilisées à l'échelon des unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

► L'écart avec l'avant crise sanitaire

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction
Evolution du cumul 12 mois à fin 4T2024
par rapport à fin 2019

Unité : % d'évolution - Source : Banque de France, données brutes

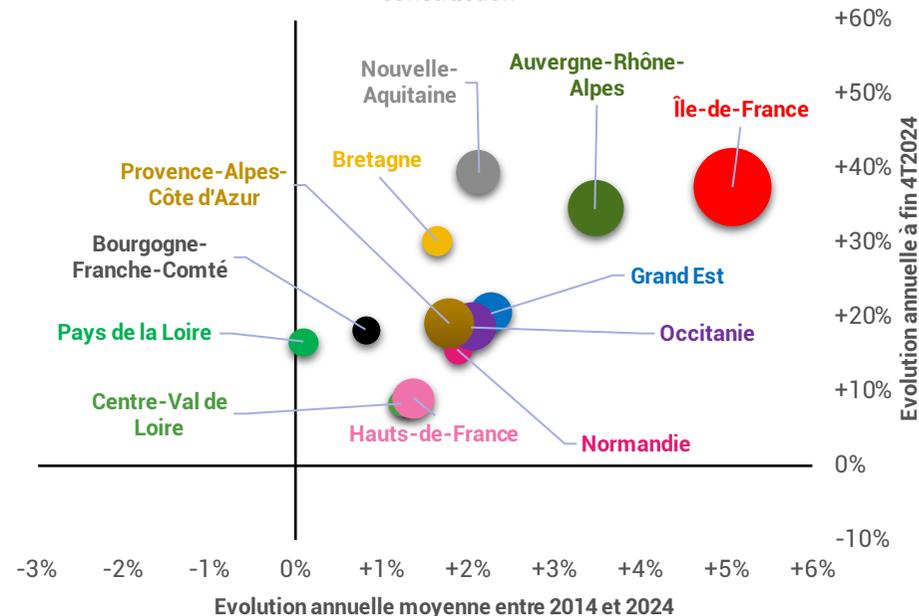


Sources : Banque de France (données brutes)

Les défaillances sont comptabilisées à l'échelon des unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

► Les ruptures de tendances territoriales

Evolution comparée des défaillances d'entreprises dans la construction



Retrouvez les notes régionales du Réseau des CERC

CERC Auvergne-Rhône-Alpes

04-72-61-06-30
contact@cercara.fr
www.cercara.fr

CERC Bourgogne-Franche-Comté

Site Dijon (siège) : 03-81-41-16-12
Site Besançon
cercbfc@gmail.com
www.cerc-actu.com

CERC Bretagne

Tél. : 02-99-30-23-51
contact@institut-veia.fr
www.cellule-eco-bretagne.asso.fr

CERC Centre-Val de Loire

Tél. : 02-36-17-46-11
cerbtpcentre@gmail.com
www.cerbtp-centre.asso.fr

CERC Corse

Tél. : 04-95-51-79-49
cereccorse@gmail.com
www.cerec-btp.org

CERC Guyane

Tél. : 05-94-38-56-88
contact@cercguyane.gf
www.cercguyane.gf

CERC Grand Est

Tél. : 03-87-62-81-45
contact.cerc@i-carre.net
www.cerc-actu.com

CERC Guadeloupe

Tél. : 05-90-32-12-09
contact@cerc-guadeloupe.fr
www.cerc-guadeloupe.fr

CERC Hauts-de-France

Site de Lille (siège) : 03-20-40-53-39
Site d'Amiens : 03-22-82-25-44
cerc.hauts-de-france@i-carre.net
www.cerc-hautsdefrance.fr

CERC Ile-de-France

Tél. : 01-40-61-82-20
cerc-idf@cerc-idf.fr

CERC La Réunion

Tél. : 02-62-40-28-16
cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net

CERC Martinique

Tél. : 05-96-75-80-08
contact@cerc-martinique.fr
www.cerc-martinique.fr

CERC Nouvelle-Aquitaine

Site Limoges (siège) : 05-55-11-21-50
Site Bordeaux : 05-47-47-62-43
Site de Poitiers : 05-49-41-47-37
nouvelle-aquitaine@cerc-na.fr
www.cerc-na.fr

CERC Normandie

Tél. : 02-31-85-44-71
contact@cerc-normandie.fr
www.cerc-normandie.fr

CERC Occitanie

Tél. : 05-61-58-65-42
stephanie.fourcade@i-carre.net
www.cercoccitanie.fr

CERC Pays de la Loire

Tél. : 02-51-17-65-54
contact@cerc-paysdelaloire.fr
www.cerc-paysdelaloire.fr

CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur

Tél. : 04-88-22-66-50
cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr

Sources :

ACOSS-URSSAF (données cvs)

Banque de France (données brutes)

DARES (données brutes)

FNTP/INSEE

INSEE (données brutes)

Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation

SDES, ECLN (données brutes)

SDES, Sit@del2 (en date réelle estimée)

UNICEM (données brutes)

Ce document est édité par le GIE Réseau des CERC

GIE RÉSEAU DES CERC

Siège | 3 rue de Berry, 75008 Paris

Direction opérationnelle | 55, avenue Galline, 69100 Villeurbanne

gie-cerc@orange.fr | www.cerc-actu.com

Directrice de publication : Laurence Herbeaux

Chef de projets : Aymeric Bailly

Mise en page : Marion Martin

Date de parution : Avril 2025

**Comité scientifique et technique du
GIE Réseau des CERC :**

Guillaume Rateau (CGDD, SDES),

Loïc Chapeaux, Éric Quinton (FFB),

Alain Chouguiat, Romane Charpentier (CAPEB),

Jean-Philippe Dupeyron, Cloé Sarrabia (FNTP),

Carole Deneuve, Laurent Marin (UNICEM)

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art.L122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art.122-5) les copies ou reproduction strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L122-10 à L122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Avec le concours des membres du GIE Réseau des CERC :



GIE Réseau des CERC

Siège | 3 rue de Berry, 75008 Paris

Direction opérationnelle | 55 avenue Galline, 69100 Villeurbanne

gie-cerc@orange.fr | www.cerc-actu.com | [@GieReseauCerc](https://twitter.com/GieReseauCerc)

